

À l'UNESCO, les basses manœuvres du Makhzen ciblent le pavillon algérien : Alger hausse le ton **P3**



Driss Dakik, une voix du journalisme sportif, s'en va **P16**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 24 mai 2026 / N° 1348 / PRIX 20 DA

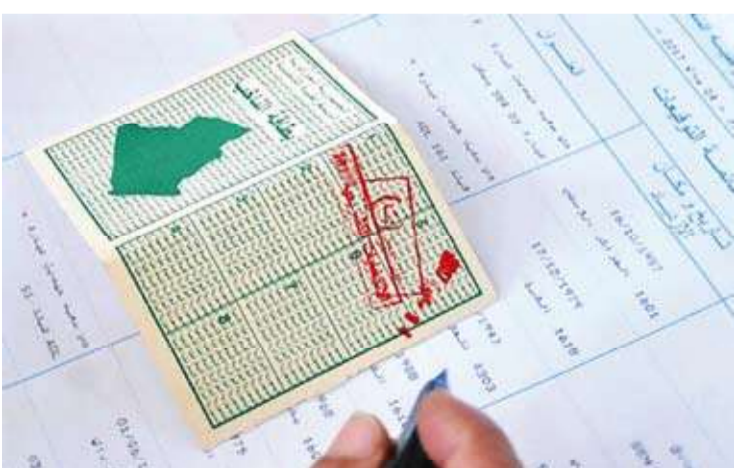
280 projets touristiques enregistrés en quatre ans, pour un montant dépassant les 257,5 milliards DA

L'ALGÉRIE OUVRE GRAND LES PORTES AUX INVESTISSEURS



Les influenceurs étrangers parlent souvent de l'Algérie comme d'un pays sûr, accueillant, propre, aux paysages époustouflants. Ces contenus authentiques, diffusés massivement sur les réseaux sociaux, ont contribué à casser les stéréotypes tenaces et à susciter un intérêt croissant chez les voyageurs et créateurs de contenu internationaux. **P2**

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : L'ALGÉRIE VEUT S'INSPIRER DES MEILLEURES PRATIQUES INTERNATIONALES



Élections législatives du 2 juillet
LES PARTIS ENTRENT DANS UNE PHASE DÉCISIVE **P4**

Algérie-Allemagne

Le pari stratégique du South2 Corridor

Dans son rapport consacré au projet, l'Agence allemande pour le commerce et l'investissement (Germany Trade & Invest - GTI) décrit le corridor comme « l'un des projets d'énergie renouvelable les plus vastes et les plus importants de notre époque ». **P2**



Algérie - Allemagne Le pari stratégique du South2 Corridor

Une importante rencontre économique et énergétique est programmée du 21 au 25 septembre 2026, successivement à Alger et Tunis, autour du projet South2 Corridor, considéré aujourd'hui comme l'un des plus grands projets mondiaux de transport d'hydrogène vert. Organisée par les chambres de commerce algéro-allemande et tuniso-allemande (AHK), dans le cadre de l'« Exportinitiative Energie » ou initiative allemande pour l'exportation de l'énergie, cette mission vise à accélérer la structuration industrielle du corridor reliant l'Afrique du Nord à l'Europe.

Le document officiel allemand précise que la rencontre débutera le 21 septembre à Alger par une rencontre de haut niveau réunissant des décideurs politiques, des groupes énergétiques, des institutions financières et des centres de recherche. Les discussions porteront sur « l'hydrogène vert, les infrastructures et les solutions de stockage », ainsi que sur « le lancement ciblé de partenariats ».

Selon le même document, des réunions techniques sont prévues avec Sonatrach, Sonelgaz et Cosider Canalisation afin d'examiner les opportunités industrielles liées à la production, au transport et au stockage de l'hydrogène vert. Les organisateurs évoquent également la création de consortiums industriels capables de porter les futurs projets énergétiques du corridor nord-africain. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement direct de la déclaration d'intention signée à Rome entre l'Allemagne, l'Algérie, l'Italie, l'Autriche et la Tunisie pour lancer officiellement le South2 Corridor. Dans son rapport consacré au projet, l'Agence allemande pour le commerce et l'investissement (Germany Trade & Invest - GTAI) décrit le corridor comme « l'un des projets d'énergie renouvelable les plus vastes et les plus importants de notre époque ».

Le projet prévoit un réseau d'environ 3 500 à 4 000 kilomètres destiné à transporter plus de 163 TWh d'hydrogène vert par an vers l'Europe. D'après Germany Trade & Invest, près de 55 TWh seraient destinés au marché allemand afin d'alimenter l'industrie lourde et soutenir la stratégie de décarbonation du pays.

Les rapports allemands soulignent également que 60 % à 70 % des infrastructures européennes du corridor pourraient être construites à partir de gazoducs existants reconvertis au transport d'hydrogène, ce qui permettrait d'accélérer la mise en œuvre tout en réduisant les coûts d'investissement.

Pour Berlin, le South2 Corridor constitue désormais un pilier de la nouvelle sécurité énergétique européenne après la crise du gaz russe. L'Allemagne estime qu'elle ne pourra pas produire localement suffisamment d'hydrogène vert pour satisfaire ses besoins futurs. C'est pourquoi l'Afrique du Nord, et particulièrement l'Algérie, apparaît comme une zone stratégique grâce à son potentiel solaire et à ses infrastructures déjà connectées à l'Europe.

Le projet bénéficie d'aide d'un fort soutien européen. L'Observatoire européen de l'hydrogène considère le corridor comme un axe stratégique majeur pour « le développement d'une transition énergétique juste et durable en Méditerranée » et pour « la décarbonation des pôles industriels » entre l'Afrique du Nord et l'Europe centrale.

Les prochaines réunions prévues à Alger devraient ainsi marquer le passage d'une phase diplomatique à une phase plus opérationnelle. Selon plusieurs documents officiels et énergétiques européens, les études techniques avancent rapidement et la mise en service du corridor est envisagée autour de 2030.

M. Z.

280 PROJETS TOURISTIQUES ENREGISTRÉS EN 4 ANS, POUR UN MONTANT DÉPASSANT LES 257,5 MILLIARDS DA L'Algérie ouvre grand les portes aux investisseurs

Ces dernières années, le secteur touristique algérien vit une véritable transformation. Considéré naguère comme un secteur secondaire, aujourd'hui, il s'impose comme l'un des domaines les plus dynamiques de l'économie nationale où pullulent les investissements et les chantiers.

PAR BOUALEM B.

Mieux, il y a de plus en plus une prise de conscience quasi collective de son potentiel stratégique. Les chiffres présentés hier par Omar Rekkache, directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), lors d'une journée d'étude organisée par la Télévision nationale autour du thème « Le rôle de la Télévision algérienne dans la promotion de l'Algérie comme destination touristique et d'investissement », sont éloquentes.

Entre le 1er novembre 2022 et le 15 mai dernier, pas moins de 280 projets et une prévision de plus de 17 000 emplois directs. Ces chiffres, s'il révèlent une vérité, c'est que les investisseurs, nationaux comme étrangers, ne regardent plus le tourisme non plus comme un secteur marginal, mais comme, une poule aux œufs d'or, un véritable levier de croissance et de diversification économique. Ce regain d'intérêt pour ce secteur n'est pas le fruit du hasard. Il s'inscrit dans le sillage de l'amélioration globale du climat des affaires,

issue des réformes engagées depuis 2019. La restauration de la confiance et la simplification des démarches, ont en effet, permis au tourisme de bénéficier pleinement de la vitalité économique retrouvée du pays. Dans son intervention Rekkache a insisté sur le fait que le tourisme est devenu désormais un choix stratégique pour ceux qui veulent miser sur l'avenir de l'Algérie. De son côté, Mohamed Baghali, directeur général de l'EPTV, a rappelé que le tourisme peut contribuer entre 10 et 15 % au PIB national. Un potentiel immense nourri par la richesse naturelle du pays allant des villes côtière au Grand Sahara et porté par un patrimoine culturel, historique et civilisationnel exceptionnel. Pourtant, ce potentiel n'est pas exploité comme il se doit. L'initiative médiatique lancée par la télévision publique vise justement à « faire bouger les choses », selon ses propres termes, en passant d'une communication traditionnelle à une véritable stratégie de contenus numériques professionnels, capables de séduire aussi bien le public local que les étrangers. L'un des phénomènes les plus remarqua-



bles de ces dernières années reste sans doute le rôle inattendu des influenceurs étrangers. Baghali a en effet, souligné que c'est souvent à travers leurs regards extérieurs que l'Algérie se révèle au monde.

Ces influenceurs étrangers parlent souvent de l'Algérie comme d'un pays sûr, accueillant, propre, aux paysages époustouffants. Ces contenus authentiques, diffusés massivement sur les réseaux sociaux, ont contribué à casser les stéréotypes tenaces et à susciter un intérêt croissant chez les voyageurs et créateurs de contenu internationaux. Ils montrent que l'image de l'Algérie est en train de se réinventer, non plus par des campagnes officielles seules, mais par une narration vivante et humaine. Des mesures concrètes accompagnent cet élan. La réduction de 50 % des spots publicitaires sur la télévision nationale pour la promotion touristique, les baisses tarifaires de 30 à 50 % proposées par les compagnies aériennes et les as-

surances, ou encore l'accord signé avec la chaîne hôtelière Azad, témoignent d'une mobilisation réelle de tous les acteurs. Il ne s'agit plus seulement de discours, mais d'actions coordonnées pour abaisser les barrières et encourager le mouvement. Bien sûr, l'Algérie n'a pas encore atteint son plein potentiel. Comme l'a reconnu Mohamed Baghali, le chemin reste long pour construire une stratégie intégrée de promotion à la hauteur des atouts du pays. Mais l'élan est là. Le tourisme n'est plus perçu comme un simple complément, mais comme l'un des piliers futurs d'une économie diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures. Au moment où le pays affiche par ailleurs un dynamisme remarquable dans l'agriculture, l'industrie et les start-ups, le tourisme apparaît comme le chaînon manquant d'une ambition plus large, celle d'une Algérie qui se réinvente, valorise ses richesses et se projette avec confiance dans l'avenir. ■

MALGRÉ SON STATUT DE GRAND PRODUCTEUR ÉNERGÉTIQUE L'Algérie mise aussi sur le solaire et l'hydrogène

PAR MAHREZ Z.

Grand producteur d'hydrocarbures, notre pays accélère le déploiement de sa transition énergétique à travers plusieurs projets structurants dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, avec l'objectif de consolider sa place sur le marché énergétique euro-méditerranéen et de renforcer durablement son rôle de partenaire énergétique stratégique de l'Europe.

Dans une analyse consacrée au secteur énergétique algérien, l'agence allemande Germany Trade and Invest (GTAI) estime que l'Algérie cherche aujourd'hui à impulser le développement des énergies renouvelables, à maintenir ses exportations gazières et à préparer la future économie de l'hydrogène.

« Malgré l'importance de ses réserves de pétrole et de gaz, l'Algérie ne veut pas manquer le virage des énergies renouvelables », souligne le document allemand, qui considère que

le pays est entré dans une phase plus concrète de sa transition après plusieurs années marquées par les lenteurs administratives et les retards de mise en œuvre.

L'enjeu, pour notre pays, selon le rapport, dépasse désormais la seule dimension environnementale, car il s'agit d'une démarche de diversification, misant de plus en plus sur le renouvelable afin, d'une part, de répondre à une consommation intérieure d'électricité en forte croissance et, d'autre part, de préserver les capacités d'exportation de gaz naturel vers l'Europe, dans un contexte où les marchés européens cherchent à diversifier leurs approvisionnements énergétiques.

Dans cette perspective, les autorités algériennes ont fixé un objectif de 15 GW de capacités renouvelables à l'horizon 2035, indique le rapport, qui cite plusieurs projets structurants désormais en phase d'exécution. Deux centrales solaires de 200 MW chacune doivent notamment en-

trer en service à El Meghaier et Biskra en 2026, tandis qu'environ 1.400 MW supplémentaires devraient être injectés dans le réseau national avant la fin de l'année. Ces projets s'inscrivent dans le programme solaire de 3 GW lancé en 2023 par les pouvoirs publics, selon la même source.

Le rapport allemand insiste en outre particulièrement sur les atouts stratégiques dont dispose l'Algérie pour devenir un futur acteur de l'hydrogène vert. Il estime que notre pays bénéficie à la fois d'un potentiel solaire parmi les plus importants au monde, de vastes espaces sahariens, d'infrastructures gazières déjà connectées au marché européen et d'une proximité géographique avec les grands centres industriels européens.

Dans ce sillage, le corridor South2 apparaît comme l'un des projets les plus structurants, selon le document, qui souligne que ce futur réseau doit permettre d'acheminer de l'hydrogène vert produit en Algérie vers l'Allemagne via la Tunisie, l'Italie et

l'Autriche. Pour Berlin, ce corridor constitue un élément clé de sa future sécurité énergétique et de sa stratégie de décarbonation industrielle.

La coopération énergétique entre Alger et Berlin connaît d'ailleurs une montée en puissance progressive depuis plusieurs années. Le rapport rappelle que les deux pays ont renforcé leur partenariat dans les renouvelables et l'hydrogène, notamment après la visite du ministre allemand de l'Économie Robert Habeck à Alger en 2024, qui avait débouché sur la création d'une task-force bilatérale consacrée à l'hydrogène vert. La GTAI souligne qu'au-delà des objectifs énergétiques, le rapport laisse apparaître une stratégie plus large, celle d'utiliser les renouvelables non pour remplacer les hydrocarbures à court terme, mais pour prolonger le rôle de l'Algérie comme fournisseur énergétique majeur de l'Europe dans un contexte de transition mondiale vers des énergies moins carbonées. ■

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdolkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

À L'UNESCO, LES BASSES MANŒUVRES
DU MAKHZEN CIBLENT LE PAVILLON ALGÉRIEN

Alger hausse le ton

Après l'agression ayant visé le pavillon algérien lors de la Semaine africaine organisée au siège de l'UNESCO à Paris, la ministre de la Culture et des Arts a dénoncé une nouvelle tentative de déstabilisation ciblant la présence culturelle algérienne sur la scène internationale.

PAR NASSIM TERKI

À travers ses déclarations, Malika Bendouda a affiché la volonté d'Alger de défendre avec fermeté son patrimoine culturel face aux campagnes de provocation et aux tentatives d'appropriation visant régulièrement les symboles identitaires nationaux. Dans un message publié sur son compte Facebook à la suite des incidents survenus le 20 mai dernier, la ministre a dénoncé « une tentative désespérée » contre le pavillon algérien à l'UNESCO, estimant qu'elle « ne reflète que le vide culturel de ceux qui en sont à l'origine ». Accompagnant sa publication d'une citation de la philosophe Hannah Arendt, « Il faut comprendre le mal pour ne pas en être affecté », Mme Bendouda a déclaré : « la tentative désespérée visant notre pavillon à la Semaine de l'Afrique à l'UNESCO est un mal qui mérite d'être compris. Elle ne reflète que le vide culturel de ceux qui en sont à l'origine et ne saurait porter atteinte ni à nous ni à la place de notre patrimoine classé mondialement. » La ministre a également réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la protection de son héritage civilisationnel : « notre patrimoine est une souveraineté culturelle inviolable. Nous le protégeons par les voies diplomatiques et juridiques, tout en portant haut les valeurs de créativité et d'excellence dans les différentes manifestations internationales. » Ces déclarations interviennent après les scènes d'agression et de provocation enregistrées au sein même de l'organisation onusienne, où des individus présentés comme proches du Makhzen marocain ont pris à partie des artisans et exposants algériens venus représenter le patrimoine national dans le cadre de la Semaine africaine. Des vidéos largement relayées sur les réseaux sociaux montrent des comportements hostiles, des intimidations et des attaques verbales visant directement le stand algérien, dans un espace pourtant consacré au dialogue culturel



entre les peuples africains. L'ambassade d'Algérie en France avait immédiatement condamné « avec la plus grande fermeté » cette « agression ville », annonçant l'engagement de démarches afin que « les auteurs et les commanditaires » de ces actes « ne restent pas impunis ». Au-delà de cet incident, Alger considère ces agissements comme une nouvelle manifestation d'une stratégie récurrente visant à perturber la présence culturelle algérienne lors des événements internationaux. Depuis plusieurs années, les pavillons algériens sont régulièrement la cible de provocations autour des tenues traditionnelles, de l'artisanat ou encore des expressions du patrimoine immatériel national. Lors de la Foire de Paris 2024, des militants marocains avaient déjà ciblé un caftan exposé par une artisane algérienne, exigeant son retrait dans une tentative d'appropriation culturelle largement dénoncée. Des incidents similaires se sont reproduits lors de l'édition 2026 de la même manifestation,

nécessitant l'intervention des services de sécurité français. Pour les autorités algériennes, cette multiplication d'attaques traduit surtout le malaise suscité par les succès diplomatiques et culturels de l'Algérie auprès des instances internationales, notamment à l'UNESCO. Le ministère de la Culture a d'ailleurs récemment rappelé l'adoption de la modification du dossier du « grand costume de l'Est algérien », comprenant notamment le caftan, le qat et le lehaf. Malgré ces provocations, le pavillon algérien a poursuivi normalement ses activités jusqu'à la clôture de la manifestation, attirant un large public venu découvrir la richesse des costumes traditionnels, de l'artisanat et des expressions culturelles nationales. Pour Alger, cette nouvelle tentative de déstabilisation n'aura fait que renforcer la détermination des institutions culturelles algériennes à défendre un patrimoine dont l'authenticité et le rayonnement continuent de s'imposer sur la scène internationale. ■

ELLE PROGRESSE DANS LE CLASSEMENT
NUMÉRIQUE EN AFRIQUE

L'Algérie dans le peloton de tête

L'Algérie consolide progressivement sa place au sein de l'écosystème numérique africain, portée par une adoption croissante des outils d'intelligence artificielle (IA). Le dernier rapport « Global AI Diffusion Q1 2026 », publié par Microsoft, classe le pays à la 9e position à l'échelle continentale en matière d'usage de l'intelligence artificielle par la population active. Cette progression traduit une dynamique soutenue dans l'appropriation des technologies génératives, permettant à l'Algérie de se positionner devant le Maroc et de se rapprocher des niveaux enregistrés en Tunisie. Selon les données du rapport, 13,2 % des actifs âgés de 15 à 64 ans utilisent désormais des solutions d'intelligence artificielle, contre 12 % lors de la précédente évaluation. Cette évolution s'inscrit dans une tendance engagée depuis le second semestre 2025, période durant laquelle l'Algérie figurait déjà parmi les dix économies africaines les plus avancées dans ce domaine. Au Maghreb, les écarts restent relativement faibles : la Tunisie atteint 13,5 %, le Maroc 11,7 %, tandis que la Libye se distingue avec un taux de 15 %, figurant parmi les leaders du continent. Au-delà des indicateurs, l'intégration

de l'intelligence artificielle s'étend progressivement à plusieurs secteurs structurants : éducation, santé, agriculture, énergie et administration. Une évolution qui dessine les contours d'un écosystème numérique en pleine transformation. Les pouvoirs publics affichent des ambitions élevées, évoquant une contribution potentielle de l'IA pouvant atteindre 7 % du produit intérieur brut à moyen terme. Cette perspective s'appuie notamment sur le système universitaire, les programmes de transformation numérique et une communauté de développeurs en expansion. La Banque africaine de développement classe d'ailleurs l'Algérie parmi les pays « accélérateurs » du continent dans le domaine technologique, confirmant cette trajectoire ascendante. Le développement de l'IA soulève néanmoins des enjeux stratégiques, notamment autour de l'exploitation des données locales comme base de solutions adaptées au contexte national. Cette approche s'inscrit dans la stratégie « Digital Algeria 2035 », fondée sur la souveraineté numérique et la valorisation des ressources informationnelles. L'objectif est de concevoir des outils alignés avec les réalités économiques, sociales et culturelles du pays, en

tenant compte des spécificités linguistiques et des comportements de consommation. Dans ce cadre, le décret présidentiel n°25-320 du 30 décembre 2025 a établi un cadre de gouvernance des données, organisant leur classification et leur interopérabilité. Cette orientation transforme la donnée en levier stratégique de développement. Toutefois, elle suscite des interrogations quant au rythme d'adoption des technologies mondiales, une approche trop centrée sur les ressources locales pouvant, dans certains cas, ralentir l'accès aux solutions les plus avancées. À l'inverse, plusieurs pays ont opté pour des modèles hybrides combinant souveraineté des données et ouverture encadrée aux technologies internationales. Des expériences menées en Inde ou en France reposent notamment sur des dispositifs de test sécurisés, des mécanismes d'anonymisation et des partenariats public-privé. L'enjeu dépasse donc la seule opposition entre souveraineté et ouverture : il réside dans la capacité à articuler ces deux dimensions afin d'accompagner efficacement le développement de l'intelligence artificielle tout en préservant les intérêts stratégiques nationaux. ■

Éditorial L'EXPRESS

LE MAKHZEN OTAGE DE SON INCULTURE

PAR MAHDI B.

Le 20 mai dernier restera comme une énième, mais certainement pas dernière, agression marocaine contre les valeurs de l'Algérie : son patrimoine culturel, sa dignité et même sa souveraineté, puisque cette attaque s'est produite au sein même du stand représentant l'Algérie. Rappelons les faits de cette nouvelle offensive belliqueuse de barbouzes makhzénienne. Le mercredi 20 mai, des ressortissants marocains ont agressé des exposants algériens au pavillon de l'Algérie lors de l'événement « La Semaine de l'Afrique », organisé au siège de l'UNESCO à Paris. Une tentative aussi arrogante qu'inacceptable de porter atteinte aux valeurs culturelles et civilisationnelles que l'Algérie défend dans les forums internationaux et régionaux, et qui incarnent l'essence même de l'identité et de la personnalité algériennes. L'assaut mené contre le stand algérien porte une signature indélébile : celle de la trahison historique, de la jalousie culturelle et d'un pays désormais enrôlé dans les pires projets sionistes visant aussi bien la Palestine et son peuple que l'avenir des pays arabes. Car ce Maroc a non seulement hypothéqué l'avenir de son propre peuple et de sa souveraineté, mais il l'a surtout livré aux appétits sionistes dans la région. Cette rivalité culturelle, autrefois bon enfant entre les deux peuples, a rapidement été instrumentalisée par le Makhzen dès lors que le premier soldat marocain a foulé le territoire du Sahara occidental. Dès lors, tout ce qui est algérien est soudainement devenu marocain. Et puisque le ridicule ne tue pas, certains sont allés jusqu'à prétendre qu'une célèbre marque historique de soda algérienne, presque bicentenaire et antérieure même aux deux grandes franchises américaines, serait... marocaine ! Comme si cela ne suffisait pas, après avoir vandalisé le stand algérien et agressé les exposants, le Makhzen s'est empressé d'intervenir par l'intermédiaire de sa presse pour jouer les victimes et crier au complot. Un scénario usé jusqu'à la corde. Si tout ce qui est algérien semble provoquer de l'urticaire de l'autre côté de la Moulouya, une réalité demeure cependant évidente : Rabat multiplie les manœuvres de diversion pour masquer, d'une part, son implication croissante dans les projets sionistes visant le peuple palestinien et, d'autre part, pour détourner l'attention de la communauté internationale des graves difficultés sociales, économiques et même culturelles que traverse le Maroc. Cela fait aujourd'hui dix ans que des militants du Hirak marocain croupissent en prison, parmi lesquels leur leader Nasser Zefzafi, après avoir réclamé en mai 2016 davantage de dignité ainsi que des projets sociaux et économiques pour la région du Rif, marginalisée et écrasée par l'injustice du Makhzen. Une région qui avait déjà été déclarée zone militaire par dahir royal en 1958, condamnant ainsi ses habitants à l'abandon et à l'exclusion des grands projets de développement. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que le Rif subit cette politique de marginalisation. Depuis le soulèvement d'Abdelkrim El Khattabi en 1926 contre la soumission du roi Youssef aux puissances coloniales françaises et espagnoles, au moment où la capitale du royaume était transférée de Fès à Rabat, cette région paie le prix de son refus de la domination et de l'allégeance. C'est pourtant ce même Maroc qui prétend aujourd'hui donner des leçons de patrimoine culturel et identitaire à l'Algérie, pays du million et demi de martyrs, qui a réussi à chasser du territoire national l'une des plus puissantes armées coloniales de l'après-Second Guerre mondiale. Pour revenir au scandale provoqué par le Maroc à l'UNESCO, à Paris, il suffit de rappeler la réponse de la ministre algérienne de la Culture : « Cette tentative désespérée visant notre pavillon lors de la Semaine de l'Afrique à l'UNESCO est un mal qu'il faut comprendre... Elle ne reflète qu'un vide culturel chez ses auteurs. » Dont acte.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les partis entrent dans une phase décisive

À l'approche de l'échéance du 6 juin, fixée pour l'examen des recours liés aux candidatures rejetées en vue des législatives du 2 juillet, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) accélère le traitement des dossiers déposés, aussi bien au niveau national qu'auprès de la communauté nationale établie à l'étranger. Au total, 788 dossiers concernant les circonscriptions nationales et 66 autres pour les circonscriptions de l'étranger sont actuellement à l'étude.

Dans les états-majors des partis, l'attente devient de plus en plus pesante. Cette étape est jugée décisive, puisqu'elle déterminera les listes définitivement autorisées à prendre part à la campagne électorale. Le Front El Mous-taqbal figure parmi les formations les plus engagées dans cette course électorale. Le parti a déposé 890 dossiers de candidature répartis à travers 68 wilayas. Seule la wilaya d'In Guezzam n'a pas été couverte, en raison d'un « problème technique ». La formation met également en avant le profil académique de ses candidats, dont 81 % sont diplômés de l'enseignement supérieur. Elle revendique par ailleurs une présence à l'international avec 64 dossiers déposés dans huit circonscriptions à l'étranger. De son côté, le Parti Voix du Peuple mise sur l'élargissement de son implantation ainsi que sur la représentation féminine. Le parti a annoncé le dépôt de 58 listes réparties dans 54 wilayas et quatre circonscriptions de la communauté nationale à l'étranger, notamment à Paris, Marseille, Bruxelles et dans la circonscription Améri-que. Cette participation représente, selon ses responsables, une progression de 20 % par rapport aux législatives de 2021. La formation a également souligné que plusieurs femmes conduisent ses listes, notamment à Alger, Jijel et Ksar Chellala, tout en affirmant enregistrer un faible taux de rejets de candidatures. Le Parti El Karama fait, quant à lui, état de nombreuses difficultés administratives. Bien qu'ayant retiré des formulaires dans 68 wilayas, cette formation n'a finalement pu déposer des dossiers de candidature que dans 31 wilayas. Selon ses responsables, les militants mobilisés sur le terrain n'ont pas réussi à atteindre le seuil requis dans plusieurs circonscriptions, malgré les efforts engagés. Par ailleurs, et selon le journal El Kha-



bar, le Front de libération nationale (FLN) sera absent, pour la première fois depuis l'avènement du multipartisme, de la course aux élections législatives en Tunisie, où il n'a présenté aucun candidat issu de la communauté nationale. Une situation qui suscite de nombreuses interrogations au sein de la diaspora algérienne. Pourtant implanté en Tunisie depuis la Guerre de libération à travers un bureau et une amicale, le FLN abordera ce scrutin dans l'un de ses principaux bastions à l'étranger sans représentant, malgré l'existence d'un important vivier de cadres et de militants au sein de la communauté algérienne établie dans ce pays. Le parti avait jusque-là participé à toutes les élections législatives depuis les années 1990 et maintenu une présence continue au Par-

lement grâce à plusieurs députés, parmi lesquels Chékib Djouhri durant les mandats 2002-2007 et 2012-2017, Farid Ben Yakhou (paix à son âme) entre 2007 et 2012, puis Youssef Rahmania de 2017 à 2026. D'après des sources citées par El Khabar, cette absence du FLN de la scène électorale et parlementaire en Tunisie s'expliquerait par « l'absence et la mise à l'écart » de personnalités influentes au sein de la communauté, capables de porter les préoccupations de la diaspora et de mobiliser le terrain. Des observateurs estiment également que cette situation résulte d'un déficit de travail de sensibilisation et de détection des jeunes compétences, ainsi que d'un manque d'efforts dans la formation et l'encadrement de militants aptes à s'engager dans la compétition élec-

torale. Quid du PT ? Réunie hier avec le bureau de wilaya d'Alger du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune a passé en revue l'état d'avancement des candidatures de sa formation. À cette occasion, elle a affirmé que la participation du PT aux prochaines législatives répond à la volonté de « contribuer à la protection du pays face aux menaces extérieures » à travers une implication dans le processus de renouvellement institutionnel. La dirigeante du PT a également indiqué que son parti préparait activement son programme de campagne, qui sera déployé dans plusieurs wilayas du pays, tout en définissant les priorités politiques de la prochaine étape. Revenant sur la collecte des signatures, elle a estimé que les listes validées au niveau central regroupent des

profils compétents ainsi qu'une nouvelle génération de jeunes militants capables de défendre le programme du parti. Elle a enfin assuré que le PT connaît un élargissement de sa base militante grâce à l'adhésion de nouveaux membres. Parallèlement à cette mobilisation au sein des partis, l'ANIE poursuit son travail de vérification et de contrôle des dossiers. L'instance électorale a confirmé avoir réceptionné 788 dossiers pour les circonscriptions nationales, un chiffre revu à la hausse après vérification des procès-verbaux. Parmi eux figurent 649 dossiers présentés par 32 partis politiques, un dossier déposé par une alliance et 138 listes indépendantes. Concernant les circonscriptions électorales à l'étranger, 66 dossiers ont été enregistrés : 59 présentés par 18 partis politiques, un par une coalition et six au titre de listes indépendantes. L'étape actuelle porte sur l'examen de la conformité juridique des candidatures, conformément aux dispositions prévues par la loi électorale. Les bureaux de wilaya, après consultation de la commission spéciale compétente, devront rendre des décisions d'acceptation ou de rejet. Dans un communiqué publié vendredi, l'ANIE a rappelé que toute décision de rejet est notifiée exclusivement au représentant de liste, chargé ensuite d'en informer les candidats concernés afin qu'ils puissent exercer leur droit de recours devant les juridictions administratives dans un délai de trois jours. À mesure que se rapproche l'ouverture officielle de la campagne électorale, les formations politiques intensifient leurs démarches pour préserver leurs chances dans la compétition. Entre recours administratifs, vérification des dossiers et préparation des argumentaires juridiques, cette séquence apparaît comme une étape décisive pour l'ensemble des partis engagés dans les législatives du 2 juillet. **Y. R.**

Cheikh Mohamed El Mahi Niass en visite à Djamaâ El Djazaïr

Le recteur de Djamaâ El Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a reçu le Khalife général de la Fayda Tidjanian au Sénégal, Cheikh Mohamed El Mahi Ibrahim Niass, et la délégation l'accompagnant. Cette rencontre tenue vendredi, en présence du Khalife général de la Tariqa Tidjanian, Cheikh Sidi Ali Belarabi, s'inscrit dans le prolongement de la cérémonie organisée la veille en l'honneur de l'hôte de l'Algérie, précise, samedi, un communiqué du rectorat de Djamaâ El Djazaïr. A cette occasion, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a mis en avant « la profondeur spirituelle de cette visite », qui perpétue une relation inscrite dans « la continuité des liens étroits tissés par les pieux prédécesseurs ». Il a également évoqué « la forte symbolique » du site de Djamaâ El Djazaïr à Mohammadia, devenu « un édifice islamique majeur sur une terre portant le nom du Prophète Mohammed (QSSSL) ». Rappelant « la résilience du peuple algérien et son attachement à l'Islam », il a souligné qu'« Allah Tout-Puissant a gratifié notre peuple de bastions spirituels ayant préservé sa foi, ses valeurs religieuses et nationales, et les fondements de son identité ». De son côté, Cheikh Mohamed El-Mahi Ibrahim Niass s'est dit « très heureux de visiter de haut lieu civilisationnel » qui fait « la fierté » des musulmans, saluant son « rôle pivot au service de la religion musulmane, dans la protection de la société contre l'extrémisme et dans la promotion des valeurs de modération et du juste milieu ». Au terme de la rencontre, la délégation a visité la salle de prière, où elle a reçu des explications sur les installations et les structures de Djamaâ El Djazaïr et la mission de ses instances religieuses, scientifiques et culturelles.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'Algérie veut s'inspirer des meilleures pratiques internationales

La 17e session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) a pris fin vendredi à Vienne, en Autriche, après plusieurs jours de travaux consacrés au suivi des mécanismes internationaux de prévention et de lutte contre la corruption. L'Algérie y a été représentée par une délégation conduite par la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati, qui a participé aux différentes réunions organisées au siège de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Selon un communiqué publié hier par la HATPLC, la dernière journée des travaux a été consacrée à l'examen des priorités futures liées à l'application de la Convention, ainsi qu'aux questions d'assistance technique destinées aux États parties. Les participants ont également procédé à l'adoption du rapport

final de cette 17e session. À travers cette participation, l'Algérie entend réaffirmer son engagement dans les efforts internationaux de lutte contre la corruption, tout en mettant en avant les réformes engagées au niveau national pour promouvoir les principes de transparence et d'intégrité. La même source souligne également la volonté des autorités algériennes de tirer profit des expériences et pratiques mises en œuvre par d'autres États parties à la Convention. Les discussions ont aussi porté sur les difficultés rencontrées dans l'application des dispositifs préventifs prévus par la CNUCC. Dans ce cadre, la délégation algérienne a présenté les démarches engagées par la Haute autorité dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption 2023-2027. Intervenant lors des travaux, Salima Mousserati a rappelé l'importance accordée par l'Algérie au renforcement des valeurs d'intégrité et de transparence au sein de

la société. Elle a indiqué que cette orientation s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale dédiée à la transparence, à la prévention et à la lutte contre la corruption, notamment à travers la diffusion d'une culture de rejet de ce phénomène. La responsable a également mis en lumière plusieurs initiatives engagées avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, parmi lesquelles la création d'un master universitaire spécialisé dans la lutte contre la corruption, ainsi qu'un laboratoire de recherche scientifique mixte chargé d'étudier ce phénomène selon une approche académique et scientifique. À cela s'ajoutent plusieurs programmes de sensibilisation, de formation et d'accompagnement destinés aux étudiants et aux enseignants universitaires, dans le but de renforcer la prévention et de consolider les mécanismes de gouvernance et de transparence au sein des institutions. **R. N.**

COOPÉRATION AVEC L'OMS POUR L'AFRIQUE

Une expertise algérienne à valoriser, un bureau ONUSIDA bientôt en Algérie

« Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene a examiné, hier à Genève, avec le directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, Mohamed Yakub Janabi les perspectives d'élargissement de la coopération avec l'OMS pour l'Afrique, de manière à contribuer à l'amélioration des performances sanitaires, au soutien des initiatives conjointes, et au renforcement de l'action africaine commune dans le domaine de la santé. L'ONUSIDA a de son côté, examiné la possibilité d'implanter un bureau régional du Programme en Algérie, compte tenu de sa position stratégique, de son expérience en matière de santé publique », a indiqué un communiqué du ministère de la Santé.

PAR MERIEM K.

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a tenu, à Genève (Suisse), une réunion avec le directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, Mohamed Yakub Janabi. Cette rencontre, tenue en marge des travaux de la 79e Assemblée mondiale de la Santé, qui ont pris fin hier, a été « l'occasion d'échanger les vues sur l'état des systèmes de santé en Afrique, et les voies de renforcer la coopération et la coordination pour faire face aux défis sanitaires actuels, notamment dans les domaines de la prévention, de la lutte contre les maladies et du renforcement de la couverture sanitaire », a indiqué le ministère dans un communiqué.

Les deux parties ont également évoqué « l'importance de valoriser l'expertise algérienne dans le domaine sanitaire, et de renforcer la contribution de l'Algérie au soutien des systèmes de santé africains, à travers le partage des expériences et des expertises, le développement des programmes de formation, et l'accompagnement des pays africains dans les domaines prioritaires », ajoute le texte. Ils ont, en outre, examiné « les perspectives d'élargissement de la coopération avec l'OMS pour l'Afrique, de manière à contribuer à l'amélioration des performances sanitaires, au soutien des initiatives conjointes, et au renforcement de l'action africaine commune dans le domaine de la santé ». Les deux parties ont, à cette occasion, réaffirmé leur volonté commune de poursuivre la coordination et la concertation, « au service de la santé des peuples africains », et en « consolidation de la place de l'Algérie au sein de la coopération africaine dans le domaine de la santé », conclut le communiqué.



Renforcement de la prévention chez la population vulnérable au sida

Sur un autre registre, la délégation algérienne a tenu une réunion de travail avec la directrice du management et des partenariats du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Christine Stegling. Cette rencontre « a été l'occasion d'aborder plusieurs axes prioritaires dans le domaine de la lutte contre le VIH/+sida+, notamment les efforts visant la triple élimination de la transmission de l'infection de la mère à l'enfant, à travers le renforcement du dépistage précoce, l'amélioration de la prise en charge sanitaire, et le suivi médical des mères et des nouveau-nés », a indiqué le ministère.

Les entretiens ont également porté sur les moyens « de renforcer la prévention chez les populations vulnérables, à travers l'adoption

d'une approche globale fondée sur la sensibilisation, la facilitation de l'accès aux services de santé, le diagnostic précoce, ainsi que l'accompagnement sanitaire, psychologique et social ».

Lors de cette rencontre, les perspectives de renforcement de la coopération entre les deux parties ont été examinées, outre la possibilité d'implanter un bureau régional du Programme en Algérie, « compte tenu de sa position stratégique, de son expérience en matière de santé publique, et de son engagement constant en faveur des programmes de prévention et de lutte contre les épidémies », ajoute le texte. Les deux parties ont réaffirmé « la volonté commune de poursuivre le renforcement du partenariat et de la coordination avec l'ONUSIDA, à même de contribuer à la réalisation des objectifs de la santé publique et du développement durables aux niveaux régional et international », conclut le communiqué. ■

ENVIRONNEMENT

Création d'un musée nationale de la biodiversité

L'Algérie a abrité hier les travaux d'un colloque international organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la biodiversité, célébrée le 22 mai de chaque année, sous le slogan « L'Algérie... diversité écologique ».

Cette rencontre, dont l'ouverture s'est déroulée en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kawther Krikou, de plusieurs membres du Gouvernement, ainsi que de la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, se penche sur les efforts nationaux visant à protéger la biodiversité et à préserver les richesses naturelles, outre le renforcement de la sensibilisation à l'importance de la préservation des écosystèmes.

Le slogan officiel de cette journée mondiale placé sous le thème : « L'action locale pour un impact mondial », met en lumière le rôle crucial de la solidarité communautaire indispensable pour garantir une protection pérenne et efficace de nos écosystèmes », a indiqué la ministre de tutelle dans son mot d'ouverture. Réaffirmant la volonté de l'Algérie d'agir en



étroite coordination avec la communauté internationale, pour faire face aux répercussions des changements climatiques et aux impacts naturels et réitérant l'engagement de l'Algérie envers les conventions internationales ratifiées sur la préservation de la biodiversité, Mme Krikou a fait savoir qu'il sera procédé à la création du Forum des compétences algériennes dans le domaine de l'environnement. Cette plateforme consultative vise à renforcer

l'accompagnement technique et spécialisé des projets institutionnels écologiques, grâce aux échanges entre les chercheurs et experts issus de notre diaspora.

Dans le même contexte, et afin de consolider les efforts nationaux de préservation de la biodiversité, l'Algérie annonce à travers le secteur de l'Environnement et de la Qualité de la vie, la création du premier Musée national de la biodiversité, qui rassemblera le patrimoine biologique national, a-t-elle ajouté.

Sur le plan international, l'Algérie s'attelle à soutenir toutes les initiatives mondiales visant à préserver la richesse biologique et à s'adapter aux évolutions globales, à travers l'échange d'expertises avec les pays frères et amis. Pour elle, la coordination sociale, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, est devenue une « nécessité impérieuse » pour garantir une réelle efficacité dans la protection de nos écosystèmes et assurer la sécurité de notre développement durable. ■

Participation de 210 jeunes de 15 wilayas

Coup d'envoi du Championnat national de robotique et de programmation

Le coup d'envoi du championnat national de robotique et de programmation a été donné, hier, dans la salle omnisports du complexe olympique 8-Mai 1945 à Sétif, avec la participation de 210 jeunes venus de 15 wilayas.

La présidente de l'association locale « Génération technologie », Fatima Dilmi, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que cette compétition est organisée par l'association en partenariat avec la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) et l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) à l'occasion de la commémoration du 81e anniversaire des Massacres du 8 mai 1945 et de la journée de l'Étudiant (le 19 mai de chaque année) sous le slogan « Sang d'hier, innovations d'aujourd'hui ». Mme Dilmi a indiqué que les concurrents, âgés entre 7 et 23 ans, sont affiliés à des clubs, associations et institutions scientifiques des wilayas de Bordj Bou Arreridj, d'El Tarf, de Touggourt, d'Annaba, de Médéa, d'Alger, de Bouira, de Guelma, de Tizi Ouzou, de Blida, de M'sila, de Batna, de Khenchela, de Skikda et de Sétif. Les participants s'affronteront dans 4 challenges, en l'occurrence « Robot footballeur », « Labyrinthe et suivi de ligne », « Innovation » et « Table de précision », ainsi qu'une série de défis inspirés de l'histoire de la révolution algérienne. Selon la présidente de l'association organisatrice, cet événement vise à encourager les enfants et les jeunes à pénétrer l'univers de la robotique et de la programmation, à développer chez eux l'esprit de compétition, le travail d'équipe et l'innovation dans une ambiance éducative et divertissante reflétant les capacités des talents algériens émergents, tout en rendant hommage aux sacrifices d'hier qui ont forgé une génération croyante en la science, la créativité et la technologie en tant que piliers de la construction de la nouvelle Algérie.

Environnement

La biodiversité, thème d'un colloque international à Alger

Les travaux d'un colloque international à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la biodiversité, célébrée le 22 mai de chaque année, ont débuté hier à Alger, avec la participation de responsables et d'experts nationaux et internationaux, sous le slogan « L'Algérie... diversité écologique ».

Cette rencontre, dont l'ouverture s'est déroulée en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kawther Krikou, de plusieurs membres du Gouvernement, ainsi que de la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, se penche sur les efforts nationaux visant à protéger la biodiversité et à préserver les richesses naturelles, outre le renforcement de la sensibilisation à l'importance de la préservation des écosystèmes.

La conférence aborde plusieurs axes, dont la présentation des réalisations nationales en matière de protection de la biodiversité, ainsi que la présentation de la stratégie de biodiversité conforme au cadre mondial de la biodiversité.

Elle comprend également des sessions de discussion, outre la projection d'un documentaire sur la vie sauvage, ainsi que l'organisation d'une exposition spéciale de photos sur la biodiversité en Algérie et les effets du colonialisme sur la biodiversité, en plus d'une exposition de timbres-poste.

Le programme prévoit aussi l'organisation d'un panel avec des représentants de la communauté nationale à l'étranger autour de la contribution des compétences de la diaspora aux efforts visant à préserver la biodiversité de l'Algérie, ainsi que l'émission d'un nouveau timbre-poste à l'occasion de la Journée mondiale de la biodiversité.

CONSOMMATION DE LA VILLE D'ALGER

L'indice des prix enregistre une hausse de 3,5% en mars

FATIHA A.

Cette tendance (+3,5%), plus marquée que celle observée au mois de février 2026 (+0,5%), est principalement due à l'augmentation des prix des biens alimentaires ainsi que ceux des produits manufacturés qui enregistrent des taux respectifs de +4,7% et +3,4%. Les prix des produits agricoles frais inscrivent une forte hausse de 8,4%. En effet, à l'exception des œufs dont les prix diminuent de 9,8%, tous les autres produits de cette catégorie marquent des hausses, les plus importantes concernant les légumes (+36,8%), les fruits (+12,1%) et la viande de poulet (+10,5%). Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels enregistrent une hausse modérée de 0,3%. L'augmentation observée pour les prix de la manufacture s'explique essentiellement par la hausse notable des prix des bijoux qui atteignent 17,1%, tandis que les services restent stables. Corrigé des variations saisonnières, l'Indice des Prix à la Consommation, pour ce mois de mars 2026, enregistre une hausse de 2,7% par rapport à février 2026. Au mois de mars 2026 et par rapport au même mois de l'année 2025, la variation des prix à la consommation est de +4,0%. Le rythme d'inflation annuel (avril 2025 à mars 2026/avril 2024 à mars 2025) est de +1,1%. Les biens alimentaires marquent pour leur tour une hausse de 4,7% en mars 2026, nettement supérieure à celle observée au mois de février (+0,9%). Les produits agricoles frais affichent une augmentation notable de 8,4%. Des augmentations plus ou moins importantes caractérisent cette catégorie de produits, les

L'Indice Brut des Prix à la Consommation de la ville d'Alger, enregistre une hausse de 3,5% en mars 2026 par rapport au mois précédent, selon l'office national des statistiques (ONS). Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année précédente (mars 2025 par rapport à février 2025) s'est caractérisé par une hausse de 2,4%.



plus significatives touchent les légumes et les fruits respectivement (+36,8% et +12,1%), la viande de poulet (+10,5%) et de manière plus modérée, la viande et abats de mouton avec un taux de +1,3%. En revanche, les prix des œufs diminuent de 9,8%. Les produits alimentaires industriels sont définis par une hausse mesurée de 0,3%. En mars 2026 et par rapport à mars 2025, les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse de 0,8%. Les produits agricoles frais inscrivent un recul de prix de 0,8% avec -10,8% pour la viande et abats de

mouton. Les prix des produits alimentaires industriels enregistrent également une baisse, elle est proche de 0,9% avec un taux de -4,7% pour le café. En Mars 2026 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés se distinguent par une augmentation de 3,4% par rapport au mois précédent. Quant aux services, ils connaissent une stagnation.

En Mars 2026 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est de +11,1%, celle des services est de +0,9%.

Aïd El-Adha

Mobilisation de près de 4.800 commerçants à travers six wilayas de l'Ouest du pays

A l'occasion de l'Aïd Al-Adha, quelque 4.780 commerçants ont été mobilisés pour assurer la permanence à travers six wilayas de l'ouest du pays, afin de garantir l'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation et en services essentiels, a indiqué, jeudi, la Direction régionale du commerce intérieur et de la régulation du marché national de Saïda, selon l'APS. Le chargé de communication de cette direction, Bougueni-

na Okacha, a précisé que les commerçants concernés par la permanence sont répartis entre les wilayas de Saïda, Mascara, Chlef, Tissemsilt, Relizane et Tiaret. Ils activent dans divers secteurs commerciaux et de services, notamment les minoteries, les laiteries et les producteurs d'eau minérale, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement et de répondre aux besoins des citoyens durant cette fête. Il a également souligné que 392 agents de

contrôle ont été mobilisés dans les wilayas concernées pour veiller au suivi de l'exécution du programme de permanence et s'assurer du respect des engagements des commerçants concernés. Dans ce contexte, il a rappelé que la loi fixant les conditions d'exercice des activités commerciales prévoit des sanctions à l'encontre des commerçants qui ne respectent pas le programme de permanence.

R.E.

CONCOURS DE L'INNOVATION AGRICOLE «AFRICA SIPSA-INNOV»

7 projets innovants primés

Sept projets innovants dans différents domaines agricoles ont été primés, jeudi à Alger, du Prix de l'innovation agricole «Africa Sipsa-Innov-Sid Ahmed-Ferroukhi» dans sa 6e édition, à l'issue de la 24e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), selon l'APS. Sur une centaine de start-up participant au concours, pour les catégories «technologies agricoles», «technologies alimentaires» et «technologies de la pêche», 20 ont été sélectionnées, parmi lesquelles sept ont été récompensées, dont six start-up algériennes. La première place a été remportée par la start-up algérienne «B3 AQUA» pour son projet portant sur la fabrication d'équipements aquacoles utilisant des technologies modernes afin d'augmenter la densité de production dans les bassins d'aquaculture, a indiqué le sous-directeur de la recherche scientifique et des technologies agricoles au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mohamed

Mounir Gorbi. La deuxième médaille est revenue à la start-up «Biofertech», pour son projet visant à réduire l'empreinte carbone à l'aide de technologies innovantes, alors que le troisième prix a été remis à l'entreprise «Papy's Farm», pour un projet innovant de production de laitue et d'herbes aromatiques. Par ailleurs, les lauréats du concours national de la meilleure huile d'olive vierge ont été également récompensés. Cette deuxième édition du concours a enregistré la participation de 182 candidats. Au total, 84 médailles d'or, 35 médailles d'argent et 18 médailles de bronze ont été décernées, a indiqué le président du concours, Mokhtar Guissous. Le premier prix est revenu à la marque «Mesghat» de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, le deuxième à la marque «Abdaoui Olive» de la wilaya de Naâma, tandis que la marque «Aïcha», également de Bordj Bou Arreridj, a décroché la troisième place. Cette édition a été marquée par la création d'un «Club d'excellence de l'huile d'olive», regroupant les producteurs à l'échelle nationale,

dans le but de promouvoir l'huile d'olive algérienne, aussi bien sur le marché national qu'international, a souligné M. Guissous, précisant que ce concours visait à «améliorer la qualité de l'huile d'olive au niveau national, sensibiliser les consommateurs à sa qualité et créer une référence de qualité en Algérie».

La cérémonie de remise des prix a vu la présence de représentants des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ainsi que du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Inauguré lundi au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le thème «Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir», SIPSA-FILAHA2026 a enregistré la participation de 850 exposants de 40 pays, avec l'Égypte, le Niger et la Mauritanie comme invités d'honneur.

R.E.

Energie

Renforcement de la coopération bilatérale avec la Côte d'Ivoire

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a tenu, jeudi, une réunion par visioconférence avec le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie de la Côte d'Ivoire, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, pour examiner les voies de renforcement de la coopération entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère, selon l'APS. Intervenant dans le cadre de «la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir les perspectives de partenariat international et à renforcer la coopération au niveau continental», ainsi que du «suivi du dossier de coopération avec la Côte d'Ivoire», cette rencontre s'est articulée autour de la définition des principaux axes et des priorités stratégiques de la coopération algéro-ivoirienne.

Lors de la réunion, M. Adjal a réitéré «l'attachement de l'Algérie à promouvoir les relations de coopération bilatérale en phase avec les efforts visant à appuyer le développement énergétique sur le continent africain et à renforcer la sécurité énergétique régionale», soulignant «la disposition de l'Algérie à répondre aux besoins de la Côte d'Ivoire à travers les différents maillons de la chaîne de valeur du secteur de l'énergie, notamment dans les domaines de la production, du transport et de la distribution, ainsi que des équipements électriques et gaziers et des équipements de recherche et développement», précise-t-on de même source.

Le ministre a souligné également l'engagement de l'Algérie à honorer ses obligations à l'égard de la partie ivoirienne, insistant sur l'importance de l'axe de la formation, que l'Algérie peut assurer au profit des techniciens et des cadres ivoiriens à travers les écoles de formation spécialisées relevant du groupe Sonelgaz. La mise en œuvre de ces engagements demeure liée à la définition, par la partie ivoirienne, de ses besoins et de ses exigences de manière précise et dans les meilleurs délais, souligne le communiqué. De son côté, le ministre ivoirien a salué le niveau de compétence et de professionnalisme qu'il a constaté, avec les membres de la délégation ivoirienne, lors de sa visite en Algérie, mettant en avant le niveau de coopération et de coordination entre les deux parties. Il a souligné la volonté de son pays de concrétiser une coopération efficace et durable avec l'Algérie, qu'il a qualifiée de «partenaire fiable» qui honore toujours ses engagements et respecte ses obligations.

Au terme de la réunion, les deux parties sont convenues d'élaborer un projet d'accord-cadre entre les deux ministères, précédé d'une correspondance officielle de la partie ivoirienne définissant avec précision ses besoins et ses demandes prioritaires, en prélude à la mise en place d'un programme de coopération intégré entre les deux pays, conclut le communiqué.

R.E.

Saidal

Lancement de la deuxième phase du projet de déploiement du SMI

Dans le cadre de sa démarche de certification et de maintien de son certificat ISO 9001 v 2015, le Groupe Saidal a lancé la deuxième phase de son projet de déploiement du Système de Management Intégré (SMI).



FATIHA A.

« Cette étape cruciale s'est concrétisée par une session intensive de sensibilisation et de formation destinée à son staff managérial et technique », indique un communiqué du groupe Saidal. Organisée du 17 au 21 mai 2026, cette formation a permis de s'approprier pleinement les exigences de la triple certification : ISO 9001 (Qualité), ISO 14001 (Environnement) et ISO 45001 (Santé et Sécurité au Travail). Pour soutenir cette dynamique, d'autres sessions de formation seront déployées au cours des prochains mois. Elles s'articuleront autour de thématiques clés et stratégiques concernant l'évaluation des risques prof EvRP, les Aspects Environnementaux Significatifs AES, le traitement des non-conformités, l'audit interne QHSE et la sensibilisation du personnel sur le SMI QHSE.

« Cette démarche illustre l'engagement du Groupe Saidal envers l'excellence opérationnelle, la protection et le bien être de son personnel, la protection de l'environnement en consolidant sa position d'acteur et responsable au niveau du secteur pharmaceutique », ajoute le groupe.

pour rappel, le groupe pharmaceutique Saidal avait annoncé, en février 2026, dans un communiqué, le maintien de sa certification relative au système de management de la qualité, conformément à la norme ISO 9001 version 2015. L'entreprise avait obtenu le certificat actualisé n°021-DZ/2024, délivré par l'organisme de certification VERA CONFORMITÉ, confirmant ainsi la conformité de son système de gestion aux exigences internationales en vigueur.

Le groupe Saidal vise actuellement la certification de son Système de Management Intégré (SMI) (qui englobe les normes ISO 9001 pour la qualité, ISO 14001 pour l'environnement et ISO 45001 pour la santé et sécurité au travail) pour

garantir l'excellence opérationnelle, protéger ses employés et consolider son leadership industriel.

Cette démarche stratégique répond à des objectifs précis. Il s'agit de la conformité internationale qui permet d'aligner les standards de production et de gestion de Saidal sur les exigences mondiales de l'industrie pharmaceutique, renforçant ainsi la confiance des patients et des partenaires, l'optimisation globale : En unifiant la gestion de la Qualité (ISO 9001), de l'Environnement (ISO 14001) et de la Sécurité (ISO 45001), Saidal réduit les coûts, élimine les redondances et homogénéise ses pratiques sur l'ensemble de ses sites de production et la sécurité et la santé au travail : Cette démarche ambitionne d'offrir un environnement de travail optimal, sain et sécurisé pour l'ensemble du personnel.

À travers le volet environnemental, le groupe affirme sa responsabilité sociétale en minimisant l'impact écologique de ses activités de fabrication de médicaments.

Mounir Khouas, DGA du CTH :
« La Mauritanie est un marché très intéressant pour nous »

Le directeur général adjoint de l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH) a indiqué jeudi que la Mauritanie est un marché très intéressant pour l'Algérienne des Eaux (ADE) et l'ensemble de ses filiales (études et réalisations), et qu'il est temps d'exporter le savoir-faire algérien. Dernier invité de la semaine de l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Khouas a tout d'abord fait une présentation détaillée du CTH, notamment en ce qui concerne ses missions et ses différents clients, publics et privés. Il est également revenu sur la présence du CTH à la huitième édition du Salon des produits et services algériens à Nouakchott, en Mauritanie, qui s'est déroulé du 5 au 11 mai. Selon lui, le CTH, ainsi que l'ensemble des entreprises spécialisées en hydraulique présentes à ce Salon, ont découvert que les Mauritaniens ont un réel besoin dans le domaine de l'hydraulique. « En Mauritanie, il y a un énorme stress hydrique. En milieu urbain, 30 % des Mauritaniens n'ont pas accès à l'eau, alors que ce chiffre atteint 50 % en milieu rural. Donc, c'est une opportunité pour nous », a-t-il signalé. Citant la capitale Nouakchott comme exemple, M. Khouas a indiqué qu'il y aura très certainement beaucoup d'ouvrages hydrauliques à réaliser, car cette ville dispose d'un réseau d'assainissement vraiment archaïque, où les fosses septiques sont largement utilisées. Poursuivant son argumentaire, l'invité de la Chaîne 3 a estimé qu'il est grand temps d'exporter vers les pays africains la grande expérience acquise par l'Algérie durant ces dernières années, à commencer par la Mauritanie, avant de conquérir d'autres marchés dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, tels que le Sénégal et le Mali. Avant de terminer, M. Khouas a annoncé que le CTH a remporté un marché de suivi et de réalisation de forages à Djibouti. « On est vraiment dans l'exportation du savoir-faire algérien vers les autres pays du continent », a-t-il conclu.

R.E.

Commerce extérieur

Bientôt un guichet unique pour les exportateurs

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé que le lancement prochain du guichet unique pour les exportateurs permettra de simplifier la numérisation et d'accélérer diverses procédures liées aux opérations d'exportation. Lors de l'ouverture d'une journée d'information organisée par le ministère sur le thème « Accès aux marchés africains au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine », le ministre a expliqué que le secteur s'efforce de soutenir les exportateurs algériens et de lever les obstacles auxquels ils sont confrontés, notamment par la création de mécanismes numériques et de facilités administratives qui amélioreront le climat des exportations et renforceront la compétitivité des produits nationaux en Afrique.

Dans ce contexte, il a souligné la création de l'Agence algérienne pour l'exportation par le décret exécutif n° 25-234 du 3 septembre

2025, dont l'objectif est de renforcer l'efficacité des politiques de promotion des exportations et d'accompagner les opérateurs économiques dans la recherche et l'accès aux marchés africains. M. Rezig a également souligné l'importance de tirer parti des avantages offerts par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qu'il considère comme l'un des blocs économiques les plus vastes et les plus prometteurs au monde, compte tenu de son marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs et des opportunités qu'elle offre pour développer le commerce, encourager les investissements intra-africains et créer des chaînes de valeur africaines intégrées.

Il a ajouté que l'activation de la ZLECAF s'inscrit dans la stratégie de l'Algérie visant à renforcer sa présence sur le marché africain et à consolider sa position d'acteur économique majeur sur le continent. Il a noté que 25 États membres ont supprimé les droits de douane sur 90 % des produits tarifaires depuis le 1er

janvier 2025 et ont entamé la suppression progressive des droits restants, avec pour objectif une élimination complète d'ici 2030.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité de sensibiliser les opérateurs économiques aux différents mécanismes et procédures liés à l'exportation vers les marchés africains, notamment les règles d'origine, les avantages douaniers, les aspects logistiques et financiers, ainsi que les conditions d'accès au marché. M. Rezig a exhorté les acteurs économiques à accroître leurs exportations hors du secteur des hydrocarbures, notamment dans les secteurs industriel, agricole, pharmaceutique et des services, compte tenu du potentiel économique de l'Algérie et de ses infrastructures et capacités logistiques existantes.

Il a également souligné le succès du Salon des produits algériens de Nouakchott, qui a réuni 354 entreprises de production et de services et a permis la signature de 72 accords. Il a encouragé les entreprises nationales à partici-

per aux prochains salons économiques du Niger, du Tchad et du Sénégal. Il a par ailleurs noté le succès remarquable de la quatrième édition de la Foire intra-africaine du commerce, qui s'est tenue à Alger en septembre dernier et qui a vu la signature de nombreux contrats, l'Algérie concluant des accords d'une valeur de 11,4 milliards de dollars. Selon lui, cela témoigne de l'importance croissante qu'a acquise notre pays en tant que pôle économique et commercial africain prometteur.

De son côté, le vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Chakib Boublenza, a plaidé pour la création d'une voie rapide facilitant les exportations de produits algériens. Il a souligné l'importance de renforcer les capacités humaines et logistiques afin de tirer parti de la croissance anticipée des marchés africains, dont le nombre de consommateurs devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2050.

R.E.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE À EL-MENIAA

Une récolte de plus de 1,3 million QX de **céréales prévues**

Une récolte prévisionnelle de plus de 1,3 million de quintaux (QX) de céréales est attendue dans la wilaya d'El-Meniaa, au terme de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025/2026, lancée mercredi, ont indiqué les responsables de la direction locale des services agricoles (DSA). La campagne a été lancée par le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, depuis l'exploitation agricole des «Frères Hadjadj», dans la commune de Hassi-El-Gara (Sud de la wilaya), s'étendant sur 310 hectares (ha).

Cette exploitation est équipée de dix (10) pivots d'irrigation d'une superficie de 300 ha réservés aux cultures céréalière et fourragère, 5 ha à la phéniculture et 01 ha à l'agrumiculture, en plus d'une superficie consacrée à l'élevage d'un cheptel constitué de 337 ovins et 90 caprins laitiers. La wilaya d'El-Meniaa renferme une superficie céréalière de 26.560 ha, emblavée en blé dur (25.000 ha), orge (630 ha), blé tendre (380 ha), triticale (570 ha) et avoine (60 ha), avec une prévision de production de 1,3 million QX et un rendement moyen de 50 QX/ha, ont précisé les cadres de la DSA. Dans le but d'assurer le bon retour de la campagne, il a été procédé à la mobilisation, par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), en coordination avec la société Agro-drive, de 57 moissonneuses-batteuses, 120 camions pour la collecte et le transport de la récolte, en sus d'autres outils agricoles, a fait savoir le président de la Chambre locale de l'agriculture, Harrouz Ouled-Laid.

A ces moyens vient s'ajouter la mise en service de trois (3) nouveaux centres de proximité de stockage de céréales, d'une capacité globale de 150.000 QX, permettant le rapprochement de ces structures des exploitations agricoles.

D'autres installations similaires, d'une capacité de stockage similaire, entreront en exploitation en juin prochain dans le mais d'accompagner le

La wilaya d'El-Meniaa renferme une superficie céréalière de 26.560 ha, emblavée en blé dur (25.000 ha), orge (630 ha), blé tendre (380 ha), triticale (570 ha) et avoine (60 ha), avec une prévision de production de 1,3 million QX et un rendement moyen de 50 QX/ha, ont précisé les cadres de la DSA.



développement de la filière céréalière dans la région. Le wali d'El-Meniaa a fait partie, lors du lancement de la campagne de moisson, de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires afin d'aplanir les contraintes pou-

vant entraîner les efforts des promoteurs agricoles et de leur permettre d'adhérer au programme des pouvoirs publics visant le développement de la filière céréalière et la réalisation de la sécurité alimentaire.

El-Bayadh
Recrutement de 25 maîtres-assistants au Centre universitaire

Le corps enseignant du Centre universitaire «Nour El-Bachir» de la wilaya d'El Bayadh sera renforcé par le recrutement de 25 maîtres-assistants de catégorie «B», à l'occasion de la prochaine rentrée universitaire, a-t-on appris, mercredi, du recteur du centre, le professeur Tayeb Ferradj. Cette mesure vise à améliorer l'encadrement pédagogique et les conditions de formation dans les différentes spécialités, a indiqué la même source, précisant que ce recrutement s'inscrit dans le cadre de l'exercice budgétaire 2025 et intervient à l'issue d'un concours ayant attiré plus de 2.000 candidats titulaires d'un doctorat via la plateforme numérique «Progrès».

Il a ajouté que la liste des candidats admis a été annoncée, tandis que l'étude des recours se poursuit avant leur prise de fonction au début de la prochaine année universitaire. Le professeur Tayeb Ferradj a affirmé que «l'apport des nouveaux enseignants à la prochaine rentrée universitaire contribuera à renforcer l'encadrement pédagogique et à réduire la pression enregistrée dans les différentes spécialités», d'autant plus que le centre assure la formation de plus de 9.000 étudiants encadrés par plus de 300 enseignants permanents dans 86 spécialités. Cette opération s'inscrit dans la politique de renforcement des structures pédagogiques de l'établissement, dans le cadre des préparatifs pour sa promotion au rang d'université. La démarche est soutenue par des projets d'extension comprenant 2.000 places pédagogiques et 1.000 lits, afin d'accroître les capacités d'accueil et d'améliorer les conditions de formation et d'hébergement, a-t-on également souligné, note-on.

RÉSEAU DE GAZ NATUREL À AÏN DZARIT À TIARET

Lancement des travaux de **raccordement** de 170 habitations

Les travaux de raccordement de 170 habitations au réseau de gaz naturel dans la zone rurale de Aïn Chekika, relevant de la commune de Aïn Dzarit, ont été lancés, a-t-on appris, mercredi, auprès de la cellule de communication du cabinet du wali. Ce projet comprend la réalisation d'un poste de détente de gaz, ainsi qu'un réseau de distribution s'étendant sur 4,6 km, permettant le raccordement de 170 habitations à

cette énergie vitale au profit d'environ 850 habitants de ce village rural, relativement éloigné des zones urbaines et connaissant une baisse notable des températures durant la saison hivernale. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de la direction de l'Energie pour l'année 2026. Les travaux sont réalisés par Sonelgaz, pour un coût global estimé à 54,5 millions de dinars, dont 33 millions de dinars consacrés à la réalisation du

réseau de transport et 21,5 millions de dinars destinés au réseau de distribution. Le programme sectoriel en cours d'exécution prévoit également, de manière progressive, le raccordement de 3.247 foyers répartis sur 18 zones rurales relevant de 11 communes de la wilaya, au profit d'environ 16.200 habitants. Une enveloppe financière globale de 2,2 milliards de dinars a été allouée à ce programme, selon la même source.

CLUBS SPORTIFS DISTINGUÉS LORS DE LA SAISON 2025-2026

Plus de 40 millions DA à Biskra

Une enveloppe financière de plus de 40 millions de dinars a été attribuée au profit des clubs de la wilaya de Biskra s'étant distingués dans diverses compétitions tout au long de la saison sportive 2025-2026 et ce, afin de leur assurer une aisance financière en prévision de la saison prochaine, a indiqué mercredi soir le chef de l'exécutif local.

Ces aides viennent valoriser les efforts consentis par ces clubs tout au long de la saison et les encourager à persévérer sur la voie de l'excellence, a précisé le wali, Lakh-

dar Sedas, dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie de distinction organisée par les services de la wilaya au grand auditorium "Omar Assassi" de l'Université de Biskra, en l'honneur de huit (8) clubs sportifs ayant réalisé des résultats positifs. Le même responsable a ajouté que l'US Biskra, qui a réussi à retrouver la Ligue 1 de football, "bénéficiera d'une enveloppe de 20 millions DA sur le budget de la wilaya, en plus de 9 millions DA octroyés par l'APC", remarquable également que "le club de basket-ball sur fauteuil roulant (handisport), ayant décroché son billet d'accession en di-

vision nationale 1, percevra une aide de 2 millions DA". Par ailleurs, les caisses de trois (3) autres clubs de la wilaya seront renflouées par une enveloppe de 1,5 million DA pour chacun d'eux. Il s'agit du club de l'Université de Biskra de handball (dames), promu en division nationale B, du club du Rapid de Foughala (football), qui a accédé à la Régionale 2, ainsi que du club de l'Union d'El Kantara de volley-ball (messieurs), ayant disputé les play-offs pour l'accession en division 1. Dans le même contexte, les clubs de l'Espoir de Bordj Ben Azzouz (football/messieurs - promu en Régionale 1), de

l'Espoir de Sidi Okba (handball/messieurs - ayant disputé les play-offs pour la division Excellence A), et de l'Espoir Ben Badis de la commune de Biskra (handball/dames - ayant disputé les play-offs pour la division Excellence), ont bénéficié d'un montant de 2 millions DA chacun, a souligné le chef de l'exécutif local. Il est à noter que cette cérémonie de distinction s'est déroulée en présence de nombreuses figures sportives de la wilaya et de représentants des clubs engagés dans les différentes compétitions, et a été marquée par la remise de médailles et de prix d'encouragement.

Troubles de la thyroïde Une maladie silencieuse aux conséquences souvent sous-estimées

PAR AMEL B

Les troubles de la Thyroïde sont parmi les maladies endocriniennes les plus fréquentes au monde, et pourtant ils restent largement sous-diagnostiqués. Selon l'Organisation mondiale de la santé, une grande partie des déséquilibres thyroïdiens est liée à des carences en iode, encore présentes dans certaines régions du monde, et pouvant concerner près de deux milliards de personnes à différents degrés. La thyroïde, petite glande située à la base du cou, joue un rôle fondamental dans l'organisme : elle produit des hormones qui régulent le métabolisme, la température corporelle, le rythme cardiaque, la digestion, la croissance, la fertilité et même certaines fonctions cérébrales. Lorsqu'elle se dérègle, les effets peuvent toucher pratiquement tous les systèmes du corps, mais de façon souvent progressive et silencieuse, ce qui explique pourquoi tant de patients ignorent leur état pendant des mois, voire des années.

Le dysfonctionnement thyroïdien peut prendre deux formes principales. L'hypothyroïdie survient lorsque la glande ne produit pas assez d'hormones : le corps ralentit, entraînant une fatigue chronique, une prise de poids inexplicable, une sensation permanente de froid, une peau sèche, une constipation, une perte de mémoire ou encore un ralentissement du rythme cardiaque. À l'inverse, l'hyperthyroïdie correspond à une production excessive d'hormones, donnant l'impression que le corps fonctionne « en accéléré » : nervosité, irritabilité, perte de poids rapide malgré un appétit conservé, palpitations, transpiration excessive, tremblements et troubles du sommeil sont alors fréquents. Ces symptômes peuvent être confondus avec le stress, l'anxiété ou des troubles psychologiques, ce qui retarde souvent le diagnostic. L'OMS et les endocrinologues soulignent que plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de ces troubles. Outre les carences en iode, on retrouve des maladies auto-immunes comme la Thyroïdite de Hashimoto, principale cause d'hypothyroïdie

Fatigue persistante, variations de poids, anxiété ou troubles de la concentration... Les dysfonctionnements de la Thyroïde toucheraient des millions de personnes sans qu'elles le sachent. Selon l'Organisation mondiale de la santé, ces déséquilibres hormonaux, souvent liés à des carences en iode ou à des maladies auto-immunes, peuvent affecter l'ensemble du métabolisme et évoluer silencieusement pendant des années avant d'être diagnostiqués.

dans les pays développés, ou la Maladie de Basedow, responsable de nombreux cas d'hyperthyroïdie. Dans ces situations, le système immunitaire attaque par erreur la glande thyroïdienne, perturbant sa capacité à produire des hormones de manière équilibrée.

Le problème majeur reste le diagnostic tardif. L'OMS rappelle que les troubles thyroïdiens peuvent évoluer lentement et sans signes évidents au début, alors que leurs conséquences peuvent devenir importantes à long terme. Non traités, ils augmentent le risque de complications cardiovasculaires, notamment les troubles du rythme cardiaque, mais aussi la fragilité osseuse, les troubles de la fertilité, les complications pendant la grossesse, et même certains impacts sur les fonctions cognitives, comme des troubles de la mémoire ou de la concentration. Chez les personnes âgées, ces effets peuvent parfois être confondus avec un vieillissement normal, ce qui retarde encore davantage la prise en charge. Malgré leur fréquence, ces maladies restent largement sous-diagnostiquées. L'OMS estime que de nombreuses personnes vivent avec un trouble thyroïdien sans le savoir, car les symptômes sont non spécifiques et progressifs. Une simple prise de sang mesurant les hormones thyroïdiennes permet pourtant de détecter rapidement un déséquilibre et d'initier un traitement adapté. Celui-ci peut inclure des médicaments hormonaux pour compenser un manque, des traitements pour freiner une surproduction hormonale, voire dans certains cas des interventions plus spécifiques.

Les autorités sanitaires insistent également sur la prévention, notamment par la lutte contre les carences en iode via l'utilisation de sel iodé et



une alimentation équilibrée. Le dépistage est particulièrement recommandé chez les personnes présentant des symptômes persistants ou des facteurs de risque, car une prise en charge précoce permet généralement de stabiliser efficacement la maladie et d'éviter des complications durables. Ainsi, même si les troubles thyroïdiens sont fréquents et souvent silencieux, ils restent aujourd'hui largement contrôlables lorsqu'ils sont identifiés à temps.

A.B

BATNA
Affluence croissante au site archéologique de Timgad

Des milliers de visiteurs, nationaux et étrangers, se sont rendus, depuis le début de l'année en cours, sur le site archéologique de Timgad, dans la wilaya de Batna, a déclaré, jeudi, le directeur du musée et du site de Timgad, Chafik Boughrara. Le même responsable, également chargé de la gestion des sites de Zana, de Tazoult et d'Imedghassen, a précisé à l'APS que l'antique Thamugadi, situé à 35 km de Batna, connaît une « affluence croissante de visiteurs, notamment durant les week-end, ayant accueilli depuis le début du mois de janvier dernier des milliers de visiteurs nationaux, de différentes wilayas, et des étrangers de nombreuses nationalités ». M. Boughrara a rappelé que ce site, ouvert tout au long de l'année, avant de faire partie d'efforts « continues » pour valoriser le site et ses trésors, notamment le musée situé à l'entrée de la ville antique et qui abrite des pièces et des mosaïques rares.

Il a également affirmé que le site de Timgad a été agréé d'espaces de repos pour les visiteurs et qu'une étude réalisée dans le cadre des efforts visant à encourager l'afflux de visiteurs ». Le même responsable a également indiqué que des opérations de restauration et de sécurisation du musée, ainsi que du site dans son ensemble, ont été inscrits, l'étude y afférente étant finalisée, en attendant une autre étude (actuellement en cours) destinée à valoriser le site, y comprenant le musée et sa mosaïque. La ville antique de Timgad, située au pied des Aurès, fondée vers l'an 100 après J.-C. par l'empereur romain Trajan, est classé patrimoine mondial depuis 1982.

CHU d'Oran

Lancement de la cranioplastie assistée par impression 3D

Le service de neurochirurgie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran « Dr Benzerdjeb » a récemment introduit la technique de cranioplastie assistée par impression 3D, a-t-on appris mercredi auprès de l'établissement hospitalier. Cette intervention chirurgicale de pointe consiste à reconstruire et remplacer les parties manquantes ou endommagées du crâne à l'aide de modèles personnalisés imprimés en 3D. Elle permet de protéger le cerveau, d'améliorer le

rendu esthétique, de réduire la durée de l'intervention ainsi que le temps d'hospitalisation, tout en limitant les risques de complications et d'infections. Il s'agit d'une première au niveau du CHU d'Oran et dans l'ensemble de la région ouest du pays, marquant ainsi une avancée significative dans le domaine de la chirurgie innovante et de l'amélioration de la prise en charge des patients. Cette avancée médicale résulte d'une collaboration entre le service de neurochirurgie, dirigé par la professeure Daoud

Souad, et la faculté de médecine de l'Université d'Oran 1. Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche commun ayant permis l'acquisition d'une imprimante 3D de dernière génération, entièrement financée sur budget de recherche. Selon la même source, la concrétisation de cette technique a été rendue possible grâce à la coordination étroite entre équipes médicales, universitaires et techniques, permettant de transformer un projet scientifique en application clinique au service des patients.

CHU CHAHID TOUHAMI-BENFLIS DE BATNA

26 greffes de reins réalisées depuis le début de l'année

Le staff médical du Centre hospitalo-universitaire (CHU) chahid Touhami-Benflis de Batna, dirigé par le Pr Hossameddine Ouaghlent, a réalisé 26 greffes de reins depuis le début de l'année 2026, indique mercredi un communiqué. Ces interventions couronnées toutes de succès ont bénéficié à 15 hommes, neuf femmes et deux enfants souffrant d'in-

suffisance rénale issus de 10 wilayas du pays, précise le communiqué, qui a ajouté que depuis le lancement de ce type d'interventions chirurgicales en 2014 dans ce CHU, 711 greffes ont été réalisées dont 50 au profit d'enfants. Le document a ajouté que dans le même contexte, plus de 100 opérations de greffes rénales ont été effectuées en dehors du CHU dans le cadre de

conventions de partenariat et de coopération passées avec d'autres hôpitaux de l'intérieur du pays et de Mauritanie. Les greffes rénales sont programmées mensuellement en tenant compte de l'état des malades qui sont préparés pour l'intervention par un staff médical spécialisé encadré par le chef du service de néphrologie, Pr Soumia Missoum, selon le communiqué, qui a indi-

qué que les efforts sont actuellement déployés pour dépasser le nombre de greffes rénales réalisées en 2025, à savoir 58. Tous les moyens matériels ont été mis en place pour accompagner et faciliter le travail du staff médical chargé de ces interventions par notamment la création d'un service spécial des greffes d'organes, conclut le texte.

BANGLADESH LANCEMENT D'UNE VASTE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA ROUGEOLE

Le Bangladesh a lancé une vaste campagne de vaccination pour combattre sa plus grave épidémie de rougeole depuis des décennies, qui a tué près de 500 enfants en seulement deux mois, a indiqué mercredi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef). Le nombre de décès continue d'augmenter : six enfants sont morts au cours des dernières 24 heures, portant le bilan à 481 décès, selon les chiffres du ministère de la Santé. Une campagne nationale de vaccination a désormais atteint 18 millions d'enfants, a déclaré la responsable de l'Unicef dans le pays, Rana Flowers, devant des journalistes. « La bonne nouvelle, c'est que 18 millions d'enfants ont reçu le vaccin contre la rougeole », a-t-elle affirmé. De son côté, le porte-parole des services de santé du Bangladesh, Zahid Raihan, a évoqué des signes d'amélioration dans les zones les plus touchées, même si « les vaccins deviendront efficaces quatre mois après les injections », at-il précisé. Le Bangladesh, pays d'Asie du Sud de 170 millions d'habitants, est confronté à sa pire épidémie de rougeole depuis le 15 mars, avec plus de 50.000 cas confirmés et suspects.

HONDURAS AU MOINS 19 OUVRIERS AGRICOLAS TUÉS DANS UNE ZONE RURALE

Au moins 19 personnes ont été tuées dans un village du nord du Honduras, a indiqué jeudi soir le parquet. Les faits se sont produits dans la nuit de mercredi à jeudi à Rigores, village proche de la ville de Trujillo, où des groupes armés occupent illégalement deux propriétés pour y exploiter des palmiers à huile. « Deux équipes travaillent sur deux sites différents. Dans la première équipe 13 victimes ont été identifiées, tandis que dans la seconde on en a dénombré six », a déclaré Yuri Mora, porte-parole du parquet, à la chaîne de télévision locale HCH. Des vidéos diffusées par une chaîne régionale montrent jusqu'à neuf corps ensanglantés et éparpillés dans l'une des propriétés. « Plusieurs personnes ont apparemment été exécutées avec des armes de gros calibre, probablement des fusils et des fusils de chasse », a déclaré aux journalistes le ministre de la Sécurité, Gerzon Velasquez. Le village de Rigores est sous le joug de groupes criminels qui occupent et exploitent illégalement deux plantations de palmiers à huile, a indiqué à la télévision locale le chef de la police de Trujillo, Carlos Rojas. « Cet argent leur permet de s'armer pour contrôler la zone », a-t-il indiqué. Selon le ministre, l'ampleur de ce massacre est inédit dans cette zone qui, cependant, est « en conflit depuis de nombreuses années » en raison de bandes criminelles opérant le narcotrafic et la captation de terres agricoles.

ALORS QUE DE NOUVEAUX CAS SONT CONFIRMÉS EN OUGANDA

Le risque d'Ebola en RDC passe d'élevé à « très élevé », selon l'OMS

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) présente désormais un risque « très élevé », le niveau d'alerte maximal, contre « élevé » précédemment, a annoncé vendredi le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tandis que les risques au niveau régional restent inchangés. « L'épidémie d'Ebola en RDC se propage rapidement », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse à Genève. « Auparavant, l'OMS avait évalué le risque comme étant élevé aux niveaux national et régional, et faible au niveau mondial. Nous révisons actuellement notre évaluation des risques pour le qualifier de très élevé au niveau national, élevé au niveau régional et faible au niveau mondial », a-t-il ajouté. « Très élevé » est « le niveau de risque le plus élevé », a précisé un porte-parole de l'OMS. L'épidémie s'est propagée dans la province du Nord-Kivu et sa voisine du Sud-Kivu. Tedros a souligné que l'épidémie est en réalité « bien plus importante ». Il a ainsi fait état de près de 750 cas suspects et 177 décès suspects en RDC. « Ces chiffres évoluent à mesure que les efforts de surveillance et les tests de laboratoire s'améliorent, mais la violence et l'insécurité entravent la réponse », a relevé M. Tedros. Par ailleurs, l'Ouganda est en alerte. Trois nouveaux cas du virus Ebola ont été confirmés ce samedi dans le pays, selon les autorités sanitaires. L'Etat est voisin de la RDC, épice de l'épidémie qui y représente désormais un risque « très élevé » pour la santé publique, selon l'OMS. L'Ouganda, qui a suspendu jeudi tous les transports publics à destination de la RDC, avait confirmé le 15 mai la présence d'Ebola sur son territoire après la découverte de deux cas, dont un est

L'Ouganda, pays frontalier de la RDC, se trouve également en état d'alerte maximale. Après avoir confirmé deux premiers cas le 15 mai – dont un mortel – les autorités ougandaises ont annoncé samedi trois nouveaux cas positifs, portant le total à cinq infections recensées sur le territoire.



décédé. « Trois nouveaux cas ont été confirmés dans le pays, ce qui porte le nombre total à cinq », selon un communiqué du ministère de la Santé ougandais diffusé samedi. Face à cette urgence sanitaire, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières a annoncé l'acheminement de huit tonnes de matériel médical et logistique vers la province de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, épice de la récente épidémie d'Ebola qui continue de faire des victimes, rapportent des médias. La cargaison comprend notamment des médicaments, des équipements de protection individuelle ainsi que du matériel destiné à l'installation et à l'extension des infrastructures sanitaires

adaptées à la lutte contre Ebola. « L'enjeu est d'arriver le plus rapidement possible sur site avec du personnel et du matériel, tout en assurant une coordination avec les différents acteurs présents dans la zone », a expliqué Clément Chauvel, coordonnateur logistique de MSF Belgique à Kinshasa. L'organisation humanitaire a également indiqué que plusieurs tentes spécialisées, conçues pour le suivi sécurisé des patients, figurent parmi les équipements acheminés vers la région. Les acteurs humanitaires soulignent toutefois que la réponse sanitaire doit être accompagnée de mesures de sensibilisation communautaire et de protection, dans une région confrontée à une situation sécuritaire fragile.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË AU YÉMEN

Près de cinq millions de personnes concernées

Près de cinq millions de personnes au Yémen, soit une personne sur deux, souffrent de niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë classés en phase de « crise ou pire », ont indiqué des organisations internationales. Dans un récent rapport publié vendredi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) ont précisé que des millions de Yéménites demeurent incapables de

satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels en raison de la persistance de l'instabilité, des violences locales, des incidents sécuritaires et de l'aggravation de la crise économique. Le rapport souligne que parmi ces cinq millions de personnes, environ 1,4 million se trouvent en phase 4 dite d'« urgence » de l'insécurité alimentaire aiguë, caractérisée par d'importants déficits de consommation alimentaire et le recours à des stratégies d'adaptation extrêmes. Les organisations onusiennes ont relevé que sans l'assistance

humanitaire, limitée en matière de sécurité alimentaire, fournie à près de 1,7 million de personnes durant cette période, la situation aurait été nettement plus grave. Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire constitue une initiative mondiale regroupant des agences des Nations unies, des partenaires régionaux et des organisations humanitaires. Il classe l'insécurité alimentaire en cinq phases, dont la famine représente le niveau le plus élevé.

IA

Google dévoile ses lunettes connectées prévues pour cet automne

Google a dévoilé mardi le design de ses premières lunettes connectées grand public, annoncées pour cet automne et destinées à concurrencer Meta sur un marché qu'il avait lui-même tenté d'ouvrir il y a plus de dix ans, sans succès. Dotées d'un microphone, d'une caméra et d'un haut-parleur discret, ces « lunettes audio » -- comme les qualifie pour l'heure Google faute d'écran intégré dans le verre -- permettront de passer des appels, d'écouter de la musique, de prendre des photos ou de converser avec l'assistant IA Gemini. Le groupe, qui n'a pas donné de date de sortie exacte ni d'indication de prix, a présenté deux collections lors de sa conférence annuelle Google I/O, près de son siège de Mountain View (Californie) : l'une signée de l'Américain Warby Parker, l'autre du designer sud-coréen Gentle Monster. Samsung assure le développement technique. Elles seront compatibles avec les téléphones Android et Apple. Pour Google, c'est un retour attendu de longue date dans un domaine où il a subi un échec retentissant : ses Google Glass, lancées en 2013 avec caméra intégrée, avaient été abandonnées après avoir suscité de vives inquiétudes sur la vie privée et le droit à l'image. Cette fois, le groupe mise sur le design pour convaincre, dans un marché où Meta a pris une longueur d'avance avec ses lunettes Ray-Ban, dont au moins 7 millions d'unités ont été vendues. La présence d'une caméra sur le modèle Google soulèvera sans doute les mêmes interrogations que chez son concurrent américain. La démonstration de ces futures lunettes a été le point final des annonces distillées pendant les deux heures de conférence d'ouverture de Google I/O, dans un amphithéâtre en plein air de la Silicon Valley rempli de développeurs et journalistes. Une présentatrice s'est avancée sur la scène : « je ne sors pas mon téléphone de ma poche, je n'ai qu'à demander » à Gemini de photographier l'audience et de retoucher la photo pour lui donner un style dessiné. Quelques secondes après, l'image s'affichait sur les grands écrans. Démonstration réussie, contrairement à celle de Meta que son patron Mark Zuckerberg avait testé en personne. Mardi, Sundar Pichai, le patron de Google, n'a pas pris le même risque. Google travaille également sur des lunettes avec écran intégré, comme dans le dernier modèle commercialisé par Meta depuis l'automne 2025. Ce modèle, déjà présenté comme prototype l'an dernier, a passé une nouvelle étape de sa phase de test auprès de développeurs, a annoncé Google, sans plus de précisions.

Open africain Judo d'Alger (juniors)

Les Algériens, haut la main

Les sélections nationales juniors de judo ont outrageusement dominé le tournoi international Open africain d'Alger, disputé vendredi à la coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, en s'emparant de la majorité des podiums, aussi bien chez les garçons que chez les filles.

Sur les trois titres qui étaient mis en jeu, onze ont été raflés par les Algériens. Seuls les Tunisiens Narjess Haddeji (-48 kg) et Adem Landolsi (-100kg) ont réussi à glaner l'or, au moment où des judokas saoudiens et ivoiriens se sont contentés de l'argent et du bronze.

Six nations ont participé à ces épreuves de la catégorie juniors, à savoir l'Algérie (pays hôte), la Côte d'Ivoire, la Tunisie, le Sénégal, la Roumanie et l'Arabie saoudite. Avec 63 judokas engagés (42 garçons et 21 filles), l'Algérie était de loin le pays le mieux représenté, alors que les autres nations n'ont engagé qu'un nombre réduit d'athlètes. Les péripéties de cet Open africain d'Alger se poursuivront samedi, avec l'entrée en lice des cadets, avant de laisser place aux seniors, dont les épreuves sont prévues dimanche. Chez les cadets, 111 judokas (72 garçons et 39 filles), représentant huit nations, ont confirmé leur participation, dont cent athlètes algériens (64 garçons et 36 filles), ce qui en fait le pays le mieux représenté.

Qualifications CAN U20

Double confrontation amicale face à la Tunisie

La sélection algérienne des moins de vingt ans (U-20), disputera deux matchs amicaux face à son homologue tunisienne les 5 et 8 juin à Sousse, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Ces deux rencontres se dérouleront en marge du stage prévu en Tunisie du 1er au 9 juin 2026, dans le cadre de la poursuite de sa préparation en prévision des prochaines échéances officielles, précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. La sélection algérienne sous la conduite de l'entraîneur national Razik Nedder, prépare le tournoi de l'UNAF, qui se déroulera en Egypte du 21 septembre au 6 octobre 2026, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2027 au Ghana.

Pour rappel, l'équipe algérienne avait effectué du 1er au 3 mai un stage au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacré exclusivement aux joueurs évoluant dans le championnat local.

EQUIPE NATIONALE

Petković tranche dans le dossier Boudaoui

A l'approche du regroupement crucial de l'équipe nationale algérienne, fixé au 25 mai prochain au Centre technique national de Sidi Moussa, les contours de la préparation des Verts se dessinent avec netteté.

Le mot d'ordre est désormais clair : méthode, fermeté et primauté absolue des intérêts de la sélection. À un peu plus d'une année de la Coupe du monde 2026, le sélectionneur Vladimir Petković affiche sa volonté d'imposer un cadre rigoureux, aussi bien dans la gestion de son groupe que dans ses échanges avec les clubs employeurs. Cette ligne dure s'est récemment matérialisée à travers le cas épineux de Hicham Boudaoui. Le milieu de terrain de OGC Nice s'est retrouvé au centre d'un rapport de force entre son club et la sélection nationale, dans un contexte particulièrement délicat. Les Aiglons disputent, en effet, des barrages décisifs pour leur survie en Ligue 1 face à AS Saint-Étienne, avec deux rencontres programmées les 26 et 29 mai, soit en plein chevauchement avec le début du rassemblement algérien. Désireux de s'appuyer sur l'un de leurs cadres, les responsables niçois auraient entrepris des démarches officielles auprès de la Fédération algérienne de football, en sollicitant également l'aval de la FIFA, afin d'obtenir une dérogation permettant à Boudaoui de différer son arrivée en sélection. Une tentative rapidement avortée, la FIFA ayant rappelé les dispositions réglementaires obligeant les joueurs concernés par le Mondial 2026 à rejoindre leurs équipes nationales dès le 25 mai. Une position immédiatement validée par Petković, qui n'a jamais envisagé d'assouplir sa décision. Aux yeux du technicien suisse, Boudaoui représente un maillon essentiel de l'équilibre du milieu algérien et s'inscrit pleinement dans l'ossature du projet sportif à moyen terme. Son passif médical, marqué par plusieurs pépins physiques, a également renforcé la vigilance du staff, soucieux d'éviter tout risque inutile lors de rencontres à forte intensité et à fort enjeu.

Ligne dure avant l'échéance mondiale

Au-delà du seul cas Boudaoui, ce dossier illustre la détermination du sélectionneur à disposer de

l'ensemble de ses cadres dès l'entame du stage, afin d'optimiser le travail tactique et physique. Une posture assumée, même si elle est susceptible de créer des frictions avec certains clubs européens engagés dans le sprint final de leurs compétitions respectives. Dans le même temps, la sélection nationale a officialisé son dernier test avant le coup d'envoi du Mondial. Les Verts affronteront la Bolivie le 10 juin prochain à Kansas City, aux États-Unis. La FAF a précisé dans un communiqué que la liste définitive des 26 joueurs retenus pour la Coupe du monde sera rendue publique le 31 mai par le sélectionneur national. Avant ce rendez-vous, l'Algérie disputera un premier match amical de prestige face aux Pays-Bas, le 3 juin à Rotterdam, dans le cadre de sa préparation finale. L'instance fédérale a par ailleurs souligné que l'ensemble de ses structures se mobilise afin d'offrir à l'équipe nationale les meilleures conditions possibles en vue de sa participation au Mondial américain.

Pour rappel, l'Algérie évoluera dans le groupe J de la Coupe du monde 2026, en compagnie de l'Argentine, tenante du titre, de la Jordanie et de l'Autriche, qu'elle affrontera respectivement les 17, 23 et 28 juin.

H.M.

L1-MOBILIS (mise à jour)

L'USMA bat le PAC 4-2



L'USM Alger s'est imposée face au Paradou AC 4-2 (mi-temps : 1-1), en match disputé vendredi au stade olympique du 5-Juillet (Alger), comptant pour la mise à jour de la 18e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football. Khaldi a montré la voie aux «Rouge et Noir» en ouvrant le score à la 23e minute, avant que le PAC n'égalise grâce à Ramdaoui, peu avant la pause (44'). En seconde période, le match s'est emballé avec quatre buts, dont trois pour le club de Soustara, signés Likonza (49') et Benayad (82', 90'+3), alors que la deuxième réalisation des «Académiciens» a été l'œuvre de Ramdaoui également (58').

Ce doublé permet au jeune joueur (20 ans) de prendre la deuxième place au classement des buteurs avec 10 buts, derrière Mahious (JSK) qui compte 14 réalisations. À l'issue de cette victoire, le détenteur de la Coupe de la Confé-

dération rejoint l'ES Sétif à la 10e place au tableau avec 36 points et quatre matchs en moins, alors que le PAC, déjà condamné à la relégation en L2 avant ce match, stagne à la 14e position avec 24 unités. La mise à jour du championnat se poursuivra dimanche, avec au menu le derby entre le CR Belouizdad et l'ES Ben Aknoun, au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger, 20h00). Le Chabab (3e, 48 pts), auteur d'un succès important mercredi soir à domicile face au MC Oran (3-1), vise une nouvelle victoire afin de mettre la pression sur le dauphin, la JS Saoura (2e, 52 pts). Le CRB aspire désormais à sauver sa saison en décrochant une qualification africaine. En face, l'ES Ben Aknoun (8e, 41 pts) abordera ce match avec beaucoup de confiance, après son large succès décroché mardi à domicile contre l'ES Mostaganem (3-0), déjà condamnée à la relégation.

Les matchs en retard de l'USMA ficelés

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé, vendredi, la nouvelle programmation des matchs en retard de l'USM Alger ainsi que celle de la 30e et dernière journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis.

Selon le programme publié par l'instance dirigeante, l'USMA disputera d'abord son match en retard de la 26e journée face au CR Belouizdad, le mardi 2 juin au stade du 5-Juillet d'Alger à partir de 20h00.

Les Rouge et Noir enchaîneront ensuite avec leur dernier match en retard, comptant pour la 28e journée, contre l'ES Ben Aknoun. Cette rencontre est programmée le jeudi 4 juin au stade du 20-Août 1955 d'Alger à 17h00. Auparavant, les Usnistes disputeront trois autres matchs en retard contre respectivement le Paradou AC ce vendredi 22 mai, l'USM Khenchela (25 mai), et le MB Rouissat (30 mai). La LFP a également arrêté le programme de la 30e et ultime journée du championnat, prévu les vendredi 5 et samedi 6 juin. Le MC Alger, déjà sacré champion 2026, se déplacera à Chlef pour affronter l'ASO vendredi à 18h30, alors que son dauphin, la JS Saoura recevra le CS Constantine au stade du 20-Août 1955 de Béchar le même jour à 20h00. De son côté, le CR Belouizdad (3e, 48 pts), ira défier la JS Kabylie (6e, 44 pts), le même jour à 20h00 au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou. Par ailleurs, plusieurs rencontres se joueront vendredi à 17h00, notamment ES Mostaganem - MC El-Bayadh, USM Khenchela - MB Rouissat, Paradou AC - ES Sétif. Pour sa part, l'USM Alger clôturera sa saison par un déplacement à Oran pour y affronter le MC Oran, samedi 6 juin à 18h00 au stade Miloud-Hadefi.

AU BOUT D'UNE SAISON DE RÊVE

Lens tient sa première Coupe de France

Dans le déroulement du match, cela n'a pas été le plus beau chapitre de ce livre de sang et d'or en raison du manque de maîtrise et d'une fébrilité palpable par moments, mais ces dernières lignes ont été vécues comme un soulagement par le Stade de France, aux trois quarts lensois. Seul champion de France à n'avoir jamais gagné la Coupe jusqu'à présent, le club du bassin minier a enfin soulevé ce trophée après trois échecs en finale (1948, 1975 et 1998).

«Ils l'ont fait ! Lens soulève la Coupe de France et écrit son histoire», a félicité Emmanuel Macron sur le réseau social X.

La récompense d'une saison 2025-2026 aussi belle qu'inattendue, où le club de l'Artois s'est invité dans une improbable course au titre en Ligue 1 avec le Paris Saint-Germain, finissant deuxième malgré un effectif largement renouvelé en un an et demi, un budget amoindri et bien inférieur à d'autres cadors du championnat, et l'arrivée d'un nouvel entraîneur, Pierre Sage, l'été dernier. Tous les objectifs artésiens auront été surpassés, de la qualification en Ligue des champions à cette victoire sur la scène nationale. Celui de Nice est ailleurs: se maintenir en Ligue 1 en dominant Saint-Etienne lors des barrages qui l'attendent dans quelques jours, et sauver une saison sinon désastreuse.

Florian Thauvin en meneur

Cela n'a pas empêché le Gym de jouer sa carte à fond, comme le souhaitait son entraîneur Claude Puel avant la rencontre, faisant douter Lens, qui a porté comme un lourd tribut l'étiquette de favori devant un public acquis à sa cause, plus encore qu'au stade Bollaert (environ 38.200

Lens a trouvé une fin idéale à sa saison écrite comme un conte de fée en remportant sa première Coupe de France aux dépens de Nice (3-1), vendredi soir au Stade de France.

places). Loin de leur antre, comble pour assister au match sur des écrans géants, les Artésiens sont entrés trop timidement dans leur finale, manquant des contrôles, perdant des duels, surtout dans les lignes arrières où figuraient deux jeunes formés à La Gaillette: Ismaëlo Ganiou et Kyllian Antonio, et un gardien, Robin Rissler, à peine plus expérimenté. Appelé par le sélectionneur des Bleus Didier Deschamps pour disputer le Mondial-2026, Rissler a d'ailleurs dû s'employer devant Sofiane Diop (21e) puis Dante (22e). Alors Lens s'en est remis à ses patrons, Florian Thauvin en tête. Absent de la liste de l'équipe de France, le N.10 lensois voulait une Coupe de France à défaut de la Coupe du monde. Il l'a montré en s'arrachant pour récupérer un centre de Matthieu Udol avant d'ouvrir le score d'une frappe croisée (25e). Qui d'autre qu'Udol, auteur de dix passes décisives cette saison, pour amener ce but? Puis ce fut au tour d'un autre taulier, Odsonne Edouard, de doubler le score d'une reprise de la tête (42e) après un corner de Thauvin, encore. Mais Lens n'a pas pour autant dominé son sujet, et s'est relâché dans les dernières minutes du premier acte, ce dont a profité Nice pour réduire le score grâce à Djibril Coulibaly (45e+3) après un corner.

Coulibaly surprise niçoise, Sima joker lensois

Surprise du onze de départ niçois, le milieu de terrain de 17 ans a été le plus jeune joueur à disputer une finale de Coupe de France au 21e siècle selon le statisticien Opta. La deuxième période a ressemblé en de nombreux points à la première, et Nice a continué à bousculer les Lensois, pourtant poussés par «Les Corons» de

Pierre Bachelet à leur retour des vestiaires, comme à Bollaert.

Antoine Mendy a failli égaliser en trouvant la barre transversale lensoise (61e). Alors Pierre Sage a renouvelé toute sa ligne offensive à partir de l'heure de jeu, lançant notamment Abdallah Sima en pointe à la place d'Odsonne Édouard. Pari gagné: c'est l'international sénégalais qui a inscrit le but de la délivrance en dominant au duel Antoine Mendy (78e). Le score n'a plus changé, malgré une nouvelle tentative niçoise sur le poteau, cette fois de Kevin Carlos (84e).



Manchester United

Le transfert d'Ederson bientôt finalisé

Après plusieurs mercatos de négociations, Manchester United a accéléré pour recruter le Brésilien, et La Gazzetta dello Sport évalue le transfert à plus de 50 millions d'euros (43 millions de livres). Agé de 26 ans, le milieu de terrain s'est imposé comme l'un des plus fiables de Serie A, et son arrivée imminente en Premier League semble actée. Selon le journaliste Michele Crisciello, le «deal est pratiquement conclu»: il por-

trait sur une base de 48 millions d'euros (41 M€) assortie de divers bonus liés aux performances. Pour l'Atalanta, cette proposition, trop importante pour être refusée, arrive à point nommé alors que le club de Bergame, non qualifié pour la Ligue des champions, devra se contenter de la Ligue Europa Conférence la saison prochaine. Cette injection financière représentera la cinquième plus grosse vente de l'his-

toire du club, dans les pas de Rasmus Hojlund, parti lui aussi pour Old Trafford en 2023. L'entraîneur de l'Atalanta confirme que des «négociations concrètes» sont en cours. Les spéculations autour du transfert d'Ederson ont atteint leur paroxysme vendredi soir, lorsque le milieu de terrain brésilien a été laissé sur le banc pour le dernier match de l'Atalanta en Serie A contre la Fiorentina.

REAL MADRID

Mourinho lorgne Hjulmand

«Le Special One» aurait coché le nom de Hjulmand pour remodeler son milieu de terrain.

Mourinho n'a pas perdu de temps pour établir ses priorités lors de son retour dans la capitale espagnole. En tête de sa liste: le milieu international danois Hjulmand. Selon COPE, le technicien portugais a demandé au Real Madrid de lancer l'opération pour recruter la star du Sporting CP. Le club lisboète réclamerait environ 50 millions d'euros (43 millions de livres sterling) pour son capitaine, auteur d'une saison remarquable en Primeira Liga.

Le président du Sporting n'est «pas surpris» par l'intérêt du Real Madrid.

Interrogé au sujet des rumeurs envoyant Hjulmand au Bernabéu, l'entraîneur du Sporting, Rui Borges, n'a pas caché son peu d'étonnement face à l'intérêt manifesté par l'un des plus grands clubs mondiaux. «L'intérêt du Real Madrid pour Hjulmand? Je le trouve tout à fait naturel, compte tenu de ses qualités et des excellentes saisons qu'il a réalisées au Sporting. Ses atouts sont évidents pour tout le monde. Cela ne m'étonne pas du tout

que le Real Madrid, ou tout autre club, le courtise: c'est le signe que le travail a porté ses fruits. En tant que dirigeant, cela me rend heureux», a déclaré Borges lors d'une récente interview accordée à Sport TV.

Un rôle surprenant pour Kroos au sein d'un staff remanié

Outre le renforcement de l'effectif, Mourinho cherche à restructurer le staff technique et la dynamique interne du club. Ayant déjà travaillé avec Aitor Karanka comme adjoint durant son premier mandat, l'entraîneur de 63 ans souhaite désormais s'appuyer sur un ancien joueur emblématique. L'ancien milieu de terrain légendaire du Real Madrid, Toni Kroos, se positionne désormais comme candidat crédible pour intégrer l'encadrement, José Mourinho voyant en l'Allemand le lien idéal entre le vestiaire et le conseil d'administration.

La voie est désormais libre pour le retour de Mourinho, grâce à Arbeloa, qui a officiellement annoncé qu'il quitterait ses fonctions à l'issue du dernier match de la saison. Arbeloa avait pris les rênes en janvier, mais il a peine à redresser la barre, le club ayant finalement échoué

tant en championnat qu'en compétitions européennes. Malgré ces décevants, l'ancien défenseur a exprimé sa profonde gratitude pour le temps passé à la tête de l'équipe première.

Son retour est présenté comme un pari personnel de Florentino Pérez, déterminé à redonner au Real Madrid sa splendeur passée après deux exercices sans trophée. Ce changement intervient alors que le club pourrait connaître d'autres bouleversements, avec une possible élection présidentielle à l'horizon.

FC Liverpool

L'arrivée de Reijnen dans le staff renforcera Slot

Selon The Guardian, Liverpool s'apprête à nommer Étienne Reijnen au sein de son staff technique. Cette décision, rapportent plusieurs médias anglais fiables, confirme le soutien indéfectible du club à Arne Slot.

Plusieurs sources britanniques concordent pour ajouter que Reijnen quitte Feyenoord afin de rejoindre Liverpool. Malgré les critiques croissantes à l'encontre de Slot, le club satisfait ainsi un souhait de longue date de son entraîneur.

Spécialiste des coups de pied arrêtés, Aaron Briggs a quitté Liverpool de manière inattendue fin décembre, peu après des remarques critiques de Slot et de Virgil van Dijk sur ce secteur de jeu.

Agé de 39 ans et originaire de Zwolle, Reijnen a évolué aux côtés de Slot au PEC Zwolle avant de travailler avec lui au SC Cambuur puis au Feyenoord.

Outre Slot, plusieurs Néerlandais figurent déjà dans l'effectif des Reds: Virgil van Dijk, Ryan Gravenberch, Jeremie Frimpong et Cody Gakpo.

Le directeur technique sortant, Dennis te Kloese, a été l'invité dimanche dernier de l'émission «Goedemorgen Eredivisie» sur ESPN, où il a semblé confirmer implicitement le départ de Reijnen.



« Khaït Erroh » ravive la mémoire de la décennie noire

Présenté en avant-première à la Cinémathèque d'Alger, le nouveau film de Youcef Mahsas explore les blessures du terrorisme à travers l'histoire d'un village meurtri et la résilience de ses survivants.



NASSIM TERKI

Sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, le Centre algérien de la cinématographie, en collaboration avec le Centre algérien de développement du cinéma, a organisé jeudi dernier à la Cinémathèque d'Alger l'avant-première du film *Khaït Erroh*, en présence du réalisateur Youcef Mahsas, du producteur Brahim Hamadi ainsi que de l'équipe de tournage. Cette projection s'inscrit dans le programme de soutien aux productions nationales mis en place par les institutions culturelles afin d'offrir aux œuvres algériennes un espace de visibilité avant leur diffusion officielle. Le directeur du CAC, Adel Mekhalifa, a souligné à cette occasion l'importance d'accompagner la création cinématographique nationale et de favoriser la rencontre entre les films algériens et le public. Produit par Mad Box Production avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, *Khaït Erroh* plonge au cœur de la décennie noire à travers l'histoire du village fictif de Kef El Taous, isolé en montagne et frappé par

la violence terroriste. Après le drame, seuls neuf enfants et quelques adultes survivent. Le personnage principal, Merouane, interprété par Ahmed Belmoumene, décide de maintenir une ancienne tradition en confectionnant des habits de l'Aïd pour les enfants du village afin d'honorer la mémoire des disparus. C'est dans ce contexte qu'il rencontre Rania, incarnée par Lydia Chebout, une jeune femme orpheline vivant chez sa tante. Après avoir refusé sa proposition, elle accepte finalement de rejoindre le village, touchée par le destin des survivants et désireuse d'échapper à une vie difficile. Le long-métrage débute sur une tonalité légère avant de basculer progressivement vers une atmosphère plus dramatique. Sans montrer directement la violence, le réalisateur parvient à évoquer les traumatismes laissés par le terrorisme et les profondes blessures de cette période sombre de l'histoire nationale. Le film met également en avant les notions de résilience, de solidarité et de transmission de la mémoire collective. Réalisé en 2024, le film avait été présenté une première fois lors de la dernière édition

du Festival du film méditerranéen d'Annaba. Revenant sur les conditions de tournage, Youcef Mahsas a expliqué que plusieurs scènes ont été tournées dans la wilaya de Bouira, notamment dans le village d'Iwaquoren. Il a évoqué des conditions de travail difficiles, marquées par la chaleur estivale et des contraintes budgétaires importantes. « C'était un véritable défi que nous avons relevé avec peu de moyens financiers », a-t-il affirmé. Diplômé de l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel, Youcef Mahsas s'est imposé progressivement dans le paysage cinématographique national grâce à des œuvres abordant la mémoire nationale, la violence terroriste et l'histoire de la résistance algérienne. Parmi ses réalisations figurent notamment *Il reviendra*, sélectionné dans plusieurs festivals internationaux, *Hadi Hiya*, consacré aux séquelles psychologiques du terrorisme, ainsi que *Exécution*, qui retrace la résistance d'un village algérien face aux exactions coloniales. Il a également participé à plusieurs productions télévisuelles, dont *Bent Leblad* et *Dakyous et Makyous*.

THÉÂTRE UNIVERSITAIRE À ORAN
UNE PREMIÈRE ÉDITION
TOURNÉE VERS LA
FORMATION ET LA
COMPÉTITIVITÉ

Les activités des Journées d'Oran du théâtre universitaire ont pris fin jeudi au Théâtre régional Abdelkader Alloula, après trois jours consacrés à la promotion de la pratique théâtrale en milieu universitaire et à l'accompagnement des jeunes talents du quatrième art. Organisée dans le cadre du programme de la troisième saison de la manifestation « Le théâtre dans l'enceinte universitaire », cette première édition s'est achevée par une série de recommandations visant à renforcer la place de l'étudiant dans l'action théâtrale et à développer davantage ce rendez-vous culturel. Parmi les principales propositions formulées figurent l'élargissement du nombre de représentations lors des prochaines éditions ainsi que l'attribution d'un caractère compétitif à la manifestation. Le président de la troupe « Nouveau Théâtre » de l'Institut des arts de l'Université Oran 1 Ahmed Ben Bella, Yahia Zineddine Benhamou, a souligné l'importance de consolider cette dynamique afin d'encourager la créativité étudiante et d'ouvrir davantage d'espaces d'expression artistique aux jeunes universitaires. Les participants ont également salué les efforts de la troupe « Nouveau Théâtre », organisatrice de cette rencontre en coordination avec le Théâtre régional Abdelkader Alloula, mettant en avant la qualité de l'organisation et l'intérêt suscité par cette initiative auprès des étudiants et des passionnés de théâtre. Organisées à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, ces journées ont accordé une place importante à la formation. Au total, 43 étudiants ont bénéficié d'ateliers spécialisés portant sur le théâtre pour enfants, l'analyse du discours et les techniques de pantomime. Ces sessions ont été animées par les artistes Racha Boukaâber, Wassim Mokhtari et Taqieddine Belkacem. Des masterclass consacrées à la dramaturgie et à la scénographie ont également été proposées. Elles ont été encadrées respectivement par l'enseignante Tamer Anoual et Zitouni Boumediene. Cette manifestation a aussi été marquée par un hommage rendu à l'ancien directeur de l'Institut des arts, le professeur Brahim Imimoun, en reconnaissance de sa contribution au développement de l'enseignement artistique universitaire. Sur le plan artistique, le public, composé majoritairement d'étudiants, d'amateurs du quatrième art et de figures du théâtre, a assisté à plusieurs représentations théâtrales, notamment « Caïn... l'épopée de l'Homo sapiens » et « Philophobia », écrites et mises en scène par l'étudiant universitaire Yahia Zineddine Benhamou. Les pièces « El Mehraz » et « Sada Essobat » de Sidi Bel Abbès ont également été présentées dans le cadre de cette manifestation culturelle.

N. T.

INCIDENT AU SIÈGE DE L'UNESCO À PARIS:

Alger dénonce une atteinte au pavillon algérien lors de la Semaine africaine

Le ministère de la Culture et des Arts a vivement condamné, mercredi, l'agression ayant visé le pavillon algérien à l'occasion de la « Semaine africaine » organisée au siège de l'UNESCO à Paris. Dans un communiqué rendu public ce 21 mai, le département ministériel a dénoncé un « acte isolé » et un comportement « irresponsable », survenu au sein même d'une institution internationale censée promouvoir le dialogue entre les peuples et la diversité culturelle. L'incident s'est produit le 20 mai, alors que l'Algérie participait aux activités culturelles prévues dans le cadre de cette manifestation dédiée à la mise en valeur des patrimoines africains. Sans détailler la nature exacte de l'agression, le ministère affirme que les autorités algériennes ont immédiate-

ment engagé les démarches nécessaires à travers l'ambassade d'Algérie en France afin d'identifier et de poursuivre les auteurs de cet acte. Le communiqué souligne que le ministère soutient « pleinement » les procédures juridiques et administratives entreprises dans ce dossier, tout en rappelant que ce type de comportement ne saurait remettre en cause la présence culturelle algérienne sur les scènes internationales. Le ministère a également salué l'attitude des artisans et exposants algériens présents à Paris, mettant en avant leur « sang-froid » et leur attachement à représenter l'Algérie « avec dignité et responsabilité ». Selon le texte, cette mobilisation traduit la solidité de l'identité culturelle nationale et l'attachement des participants à la défense du patri-

moine algérien. Dans sa déclaration, le département de la Culture établit également un lien entre cette attaque et les avancées enregistrées par l'Algérie dans le domaine de la protection et de la reconnaissance de son patrimoine matériel et immatériel. Le communiqué évoque notamment « les succès successifs » obtenus par l'Algérie au sein des instances internationales spécialisées, citant en particulier l'adoption officielle de l'amendement du dossier relatif au « Grand costume de l'Est algérien », comprenant le caf-tan, le qat et le lehaf. Le ministère estime que « les tentatives de perturbation de la présence culturelle algérienne » traduisent une incapacité à faire face à ces avancées patrimoniales, de plus en plus visibles sur la scène internationale. Malgré cet incident, les

activités du pavillon algérien se poursuivent normalement dans le cadre de la Semaine africaine, qui se tient jusqu'au 22 mai au siège de l'UNESCO. Les organisateurs algériens entendent maintenir le programme prévu afin de présenter au public international « une image fidèle à la profondeur historique de l'Algérie et à la richesse de ses traditions ». Le ministère a enfin salué les nombreux messages de soutien exprimés par des membres de la communauté nationale, des intellectuels et des acteurs culturels, tout en appelant les médias et les créateurs de contenu à adopter « un discours responsable et équilibré » dans le traitement de cette affaire, de manière à préserver l'image des institutions nationales et à continuer de promouvoir le patrimoine culturel algérien.

Trait d'esprit

“Si personne ne vous critique, cela signifie que vous ne faites pas grand-chose.”

Jack Welch

► Algérie Poste alerte sur des arnaques par téléphone ou message

Algérie Poste a tenu à rappeler, hier, qu'elle ne demande jamais à ses clients de communiquer leurs informations bancaires ou leurs codes de vérification (comme l'OTP) par téléphone ou par message. Dans un communiqué publié sur ses réseaux officiels, l'entreprise publique met en garde contre les tentatives d'escroquerie qui se multiplient et invite les citoyens à ne jamais divulguer leurs données personnelles ou confidentielles. Une mise en garde claire pour protéger les usagers des fraudes.

► LPA 2 : Les précisions du FNPOS

Le FNPOS a ouvert hier la plateforme Sakani pour la consultation des résultats de la préévaluation des demandes de logements LPA 2. Les candidats des 24 wilayas concernées peuvent vérifier leur présélection en se connectant avec leurs identifiants. Les présélectionnés ont jusqu'au 6 juin 2026 pour déposer leurs documents justificatifs (format PDF), tandis que les candidats non retenus peuvent également introduire un recours via la même plateforme pendant cette période. Une vidéo explicative guide les postulants pour le téléchargement des pièces. Cette phase précède l'étude finale des dossiers et l'affichage des résultats définitifs. La plateforme est accessible à l'adresse : sakani.fnpos.dz.

► Un week-end tragique avec 14 morts et des dizaines de blessés

Quatorze (14) personnes sont décédées et 577 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Mascara, avec 3 morts et 4 blessés, et de Bouira, avec 3 morts et un blessé, précise la même source. En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction d'un incendie à Chlef et d'un autre à Oum El Bouaghi, qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation située dans la commune de Ain Fekroun, ayant causé des gênes respiratoires à 7 personnes. À Tamanrasset, les secours de la Protection civile sont intervenus suite à une fuite de gaz de butane, suivie d'un incendie à l'intérieur d'une habitation, ayant causé des brûlures de 2e degré à une femme, ajoute le bilan. Durant la même période, le corps d'un enfant a été repêché par les éléments de la Protection civile dans un oued dans la daïra de Relizane, ainsi qu'un adolescent décédé par noyade au niveau de la plage «Si El Houass», dans la wilaya de Tipaza, déplore la même source. Par ailleurs, un père de famille âgé de 35 ans et sa fille de 9 mois sont décédés suite à une chute du 6e étage d'un immeuble situé à Gué de Constantine (Alger), indique le bilan, soulignant que la deuxième fille, âgée de 3 ans, a été secourue sur les lieux, puis évacuée, dans un état critique, vers le CHU Mustapha Pacha.

► Un timbre commémoratif en hommage à Mohamed Bouras

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a émis un timbre-poste, à l'occasion de la Journée nationale des Scouts musulmans algériens (SMA), célébrée le 27 mai de chaque année, a indiqué hier un communiqué du ministère. Ce timbre-poste commémoratif porte l'effigie du fondateur du mouvement des SMA, le chahid Mohamed Bouras, qui fonda le premier groupe scout en Algérie en 1930 et sacrifia sa vie pour la patrie, l'occupation française l'ayant exécuté le 27 mai 1941. L'émission de ce timbre-poste se veut un hommage à la mémoire du chahid Mohamed Bouras ainsi qu'à l'histoire profondément ancrée du scoutisme algérien, a précisé la même source.

► Itamar Ben-Gvir interdit d'entrer en France

La France a annoncé hier, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, l'interdiction d'entrée sur son territoire du ministre israélien de la Sécurité intérieure, Itamar Ben-Gvir, le rendant persona non grata. Cette décision fait suite à la diffusion d'une vidéo le montrant aux côtés de militants pro-palestiniens ligotés et humiliés après leur interpellation par la marine israélienne, une scène jugée inacceptable par Paris. La France, soutenue par l'Italie, a également appelé l'Union européenne à adopter des sanctions contre Ben-Gvir.

Samir Slimani nommé directeur technique national de la Fédération algérienne de karaté-do

La Fédération algérienne de karaté-do a annoncé hier la nomination de Samir Slimani au poste de directeur technique national (DTN). Cette décision s'appuie sur son parcours exceptionnel, à la fois comme athlète et entraîneur, ainsi que sur ses compétences académiques et son expérience de terrain. Licencié en éducation physique et spécialiste en méthodologie de l'entraînement, Samir Slimani, ceinture noire 6^e Dan, a marqué l'histoire du karaté algérien en remportant de nombreux titres nationaux en kata et en contribuant à des succès internationaux,

notamment un titre mondial chez les jeunes en 2019. Il a également occupé plusieurs postes clés, dont celui de directeur des jeunes talents au sein de la fédération. Cette nomination s'inscrit dans la stratégie de la fédération pour renforcer le travail technique et sportif, en misant sur des compétences nationales qualifiées afin de développer les sélections et former une nouvelle génération de champions. Le président de la fédération et les membres du bureau exécutif ont adressé leurs félicitations à Samir Slimani, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles fonctions.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

Driss Dakik, une voix du journalisme sportif, s'en va

Le monde du journalisme sportif a perdu hier l'une de ses figures les plus en vue. Driss Dakik s'est éteint à l'âge de 77 ans à l'hôpital de Douera, après avoir courageusement lutté contre la maladie. Né en 1949, Driss Dakik restera dans les mémoires comme une référence incontournable du service des sports de la télévision.

Professionnel rigoureux, doté d'une culture encyclopédique et d'une maîtrise rare des disciplines sportives, il incarnait l'excellence journalistique à l'ancienne. Au cours d'une carrière riche et exemplaire, il a couvert les plus grands événements sportifs nationaux et internationaux. Spécialiste reconnu de l'athlétisme, du judo et de la gymnastique, il excellait dans l'analyse fine et la mise en contexte, offrant aux téléspectateurs bien plus qu'un simple commentaire : une véritable leçon de sport empreinte de profondeur et d'amour du métier. Ses confrères et les passionnés de sport saluent aujourd'hui un homme apprécié pour son intégrité, sa disponibilité et sa grande humilité.

Driss Dakik laisse derrière lui un héritage précieux et une empreinte indélébile sur le paysage médiatique sportif national. La direction générale de la communication à la présidence de la République a exprimé ses sincères condoléances, soulignant que le défunt fut « l'une des figures les plus éminentes du journalisme sportif en Algérie ». Le message présidentiel a particulièrement mis en avant sa longue association avec le service



sportif de la Télévision nationale et son rôle dans la couverture des grandes manifestations sportives.

De son côté, le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a présenté ses condoléances à la famille et à toute la corporation médiatique. Il a rendu hommage à « l'une des figures emblématiques du journalisme sportif algérien »,

rappelant son vaste parcours et l'empreinte qu'il a laissée à travers ses couvertures des compétitions nationales et internationales. Avec le départ de Driss Dakik, c'est toute une génération de journalistes sportifs qui voit disparaître l'un de ses piliers. Sa voix posée, son expertise et sa passion manqueront durablement.

R. N.

Hommage vibrant à Aït Kheddache Ouardia à Seddouk

Le Mois du Patrimoine 2026 s'est achevé au mausolée Sidi Oumerzeg, à Seddouk, lors d'une cérémonie chargée d'émotion et de souvenirs.

Organisé par l'association culturelle et du patrimoine Sidi Ali Oumerzeg Seddouk, ce rendez-vous a surtout été un moment pour rendre un vibrant hommage à Aït Kheddache Ouardia, une personnalité très respectée dans la région, et un visage important de la transmission de la culture locale. Née en 1940 et veuve du chahid Ben Fella Akli, Nna Ouardia incarne à la fois la mémoire de l'histoire et la continuité du patrimoine. Durant la guerre de libération, elle a connu la prison, ce qui rappelle son engagement pour la liberté. Elle a aussi compté parmi les premières voix féminines de la chanson kabyle. Son parcours, tout comme celui de sa troupe composée de femmes, a marqué durablement la région, au point de devenir une référence pendant les fêtes et les événements dans la localité. La



cérémonie a aussi été l'occasion de saluer la mémoire d'autres figures disparues, comme Magduda N'Smia, Taburicht

Tassa3dit, Taouarit Tasa3dit, Tahvacht Fatma, Ourida Mlakou, Fatma Uchallal, Zahra Umussa et Tameddurt, qui ont toutes laissé une trace précieuse dans le patrimoine culturel local. Mohamed Bouchema, invité à s'exprimer à ce sujet sur Radio Soummam Béjaïa, a rappelé l'importance de ce type d'initiatives pour transmettre les valeurs et les traditions. Ses mots ont permis de mieux mettre en avant le parcours hors du commun de Nna Ouardia, ainsi que l'implication de la communauté pour faire vivre la mémoire collective. Des remerciements ont été adressés par les citoyens aux membres du bureau de l'association, aux adhérents, aux familles, ainsi qu'aux bénévoles et aux partenaires, notamment Boualem Dahgane, chauffeur du bus APC, qui a assuré la navette entre Seddouk et le mausolée. L'organisation de cette manifestation montre à quel point la région reste attachée à son patrimoine et à ses figures marquantes.

B. B.